

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
CAMBODGE
ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 11 Novembre 1910, à 3 heures

PAR

PIERRE DREYFUS

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { MM. GIDE, professeur
PERREAU, professeur

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

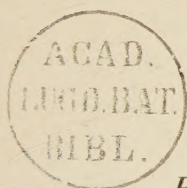
LE
CAMBODGE
ÉCONOMIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 11 Novembre 1910, à 3 heures

PAR

PIERRE DREYFUS



Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. GIDE, professeur*
PERREAU, professeur

PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1910

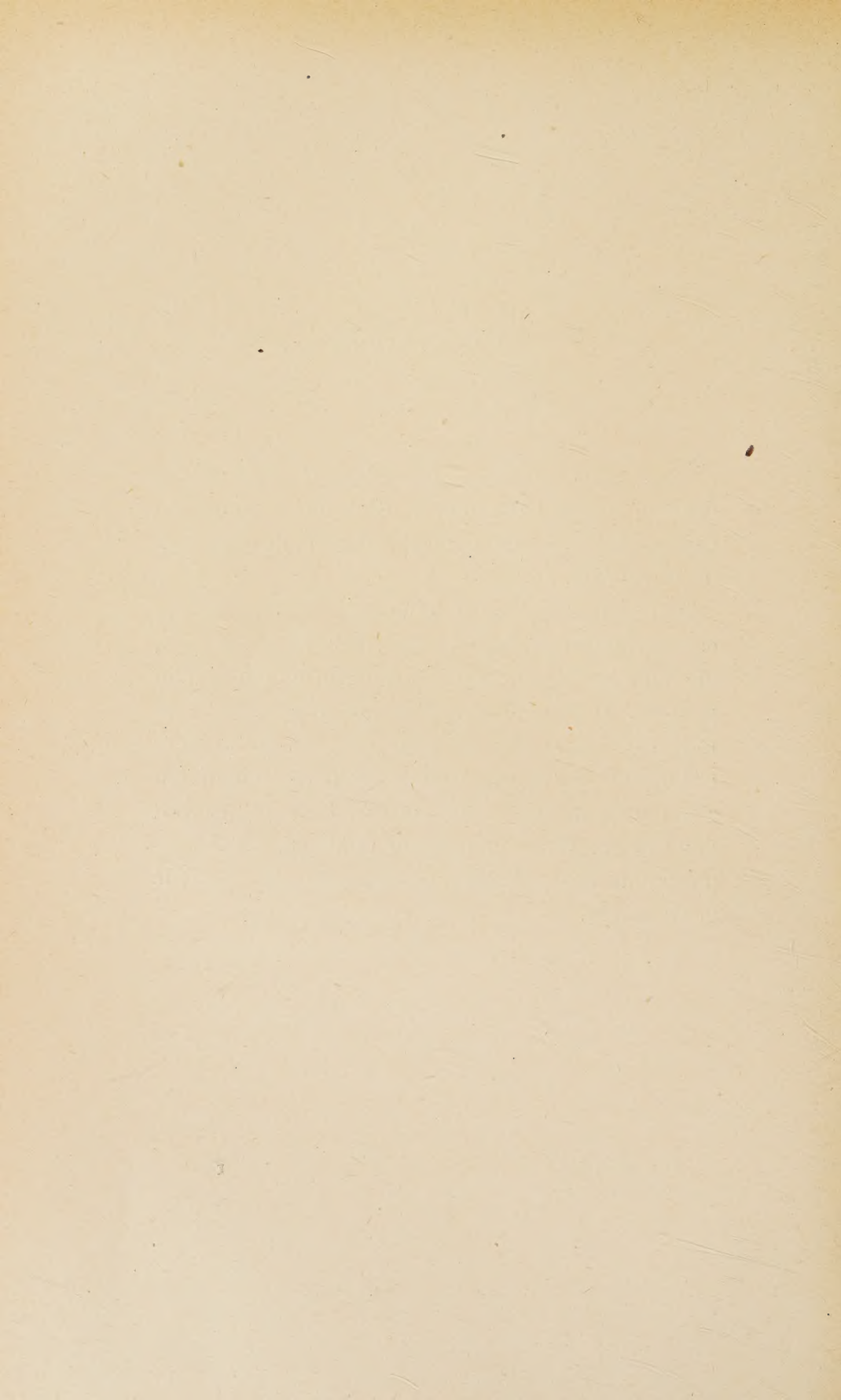


Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Nous nous proposons d'étudier, au point de vue économique, la situation actuelle du royaume du Cambodge, sur lequel s'étend désormais le protectorat français.

Pour mener à bien cette étude, il faut examiner en détail sous quel aspect se présentent, dans ce pays, les éléments de tout développement économique d'un peuple : les phénomènes physiques et les ressources qui proviennent naturellement du pays, les qualités et l'histoire des habitants, ainsi que la réglementation prescrite par le gouvernement ou le protectorat pour diriger vers leur meilleur rendement tant l'exploitation des ressources naturelles que l'activité des hommes.



LE CAMBODGE ÉCONOMIQUE

INTRODUCTION

EXAMEN DES PRINCIPAUX FACTEURS DE LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DU CAMBODGE

CHAPITRE PREMIER

SITUATION GÉOGRAPHIQUE DU CAMBODGE

Le Cambodge est compris entre le $10^{\circ}30'$ et le $14^{\circ}20'$ de latitude nord (environ 425 kilomètres) et le $102^{\circ}10'$ et $107^{\circ}20'$ de longitude est (environ 575 km.).

Il est borné au nord et au nord-est, par la chaîne des Dang Rek et par le Laos français ; au Sud et au sud-est, par la Cochinchine ; à l'ouest, par les provinces siamoises de Siem Réap et de Battambang et par le golfe de Siam ; à l'est, par le royaume d'Annam.

Sa superficie est d'environ 140.000 km. q., c'est-à-dire le quart de la France.

Configuration du sol : montagnes, fleuves, mers. —

De grands massifs montagneux séparent de la mer, la vallée centrale où coule de Mékong ou Tonlé Thom (grand fleuve) et où séjournent de nombreux lacs.

Le fleuve offre une magnifique voie navigable jusqu'aux rapides de Khône, c'est-à-dire sur tout son parcours au Cambodge. A la hauteur du lieu dit les Quatre-Bras, est établie la capitale du royaume, Phnôm-Penh (41.920 habitants). Ces quatre bras sont : le Mékong supérieur, les deux branches de son delta et enfin le Tonlé Sap (fleuve d'eau douce), d'une longueur de plus de 100 kilomètres qui aboutit au Grand Lac et qui est, suivant la saison, affluent du fleuve ou le canal d'irrigation qui fait remonter aux Grands Lacs le trop-plein des eaux de l'inondation annuelle.

Les Grands Lacs forment pour cette saison un réservoir naturel qui s'étend du sud-est au nord-ouest sur une longueur de 140 kilomètres et une largeur moyenne de 30 kilomètres environ.

Ces dimensions sont d'ailleurs variables suivant l'époque de l'année : aux eaux basses l'ensemble des Grands Lacs n'a guère que 260 kilomètres carrés, tandis que la surface recouverte au moment des inondations est de 1.500 ou 1.600 kilomètres carrés.

Autrefois d'ailleurs, la crue portait les eaux jusqu'aux monuments d'Angkor. Mais les alluvions ont refoulé maintenant assez loin des ruines les limites des plus grandes inondations.

Cette région des Grands Lacs se divise en trois parties principales :

1° Au sud-est d'abord, le Veal-Phuoc (plaine de boue) où l'eau, dans la saison sèche, n'ayant guère que 30 ou 40 centimètres d'épaisseur, permet au riz sauvage (Sranghi) de pousser aisément. Cette plante aux longues tiges flottantes sert de nourriture à de nombreux troupeaux de buffles et, dans la partie nord-ouest, ce lac, plus profond de 1 m. 50, sert de vivier, pour ainsi dire, où se trouvent enfermés à la baisse des eaux de nombreux et gros poissons du genre des souffleurs ;

2° Le Petit Lac, d'une profondeur analogue au précédent est traversé par un petit canal artificiel plus profond encore de 80 centimètres qui servait à alimenter en eau les troupes d'un général annamite établi à Pursat, il y a un demi-siècle ;

3° Enfin le Grand Lac proprement dit, où l'eau a un peu plus de 1 mètre de profondeur pendant la saison sèche, qui va de la rivière de Pursat jusqu'à l'arroyo de Battambang.

La partie nord-ouest de ce lac appartient au royaume de Siam.

La région nord de ces lacs est séparée du cours du

Mékong par des collines assez peu élevées, dénommées Phnom Dang Reach, qui sont assez proches du lac, tandis que, au sud, assez loin de son lit normal se trouvent les très hautes montagnes de Pursat et de Prabat qui le séparent ainsi que le bassin du Mékong du golfe de Siam.

Ajoutons, pour tout dire, que cette barrière montagneuse, qui abrite le Cambodge des vents violents de la mer et constitue ainsi un élément de son climat dont nous verrons la répercussion sur les productions économiques de la région, est très abrupte.

Aussi, s'élève-t-elle entre le golfe au sud-ouest et une vaste plaine, dont une dépression plus profonde est occupée au nord-est par les Lacs.

Crues et décrues du Mékong. — Cette disposition des lieux explique comment, dans cette région, s'étend l'inondation annuelle dont nous parlerons plus bas en détail et au cours de laquelle l'eau va jusqu'aux montagnes, surtout dans la direction du sud-ouest.

Cette inondation annuelle se produit dans les conditions suivantes. Le Mékong, en mai et juin, commence à monter lentement et, comme c'est un fleuve dont les eaux, à ce moment de l'année surtout, sont chargées de boues, les dépôts alluvionnaires, portés jusqu'à l'embouchure, envasent peu à peu le delta et surélèvent les dégagements des eaux, qui se trouvent ainsi bientôt insuffisants pour le débit du fleuve, qui augmente, dans cette période, assez rapidement.

Cet engorgement des issues est d'ailleurs chaque année plus marqué.

L'eau s'accumule alors à l'entrée du delta et reflue sur les parties basses ; ce phénomène est alors accru parla marée qui, chaque jour, porte plus loin l'inondation fertilisante.

Quand les régions les plus voisines de l'embouchure sont inondées, le Tonlé-Sap, qui jusque-là avait servi d'affluent, presque desséché, il est vrai, du Mékong, se trouve, au contraire, transformé en canal de dérivation pour conduire les eaux dans les Grands Lacs, qui jouent le rôle de régulateurs des immersions de la contrée, de même que, pendant la saison sèche, ils maintiennent l'humidité dans le pays, qui, sans eux, ne serait alors qu'une plaine aride.

Sous l'influence de l'inondation, les lacs qui, à la fin de la saison sèche, formaient un marais fangeux, aux eaux huileuses, surchauffées par un soleil de feu, parsemées d'immenses taches couleur vert-de-gris, produites, sans doute, par des mousses minuscules et encombrées de matières organiques ou de détritus de poissons en décomposition, deviennent de véritables mers intérieures dont les rives disparaissent bientôt à la vue, où le poisson afflue, depuis le poisson d'eau douce jusqu'au poisson de mer, comme nous le verrons, et où les vents déchainent parfois de véritables tempêtes.

Ce détail ne paraîtra pas surprenant quand on saura que, au moment de l'apogée de la crue, c'est-à-

dire en octobre ou novembre, le Grand Lac mesure de 10 à 12 mètres de fond.

Les plus gros vapeurs peuvent alors remonter aisément jusqu'à Bat-Préa (Battambang) et, sur le fleuve, jusqu'à Khône.

La crue reste étale pendant une période de quinze à vingt jours, puis elle diminue lentement.

Sur les causes de ce phénomène physique, que nous ne décrivons avec détail que pour en faire ressortir plus tard l'extrême importance économique, deux opinions opposées sont émises que, sans vouloir en choisir aucune, nous rapportons seulement.

Dans la première on estime que la crue provient surtout des pluies considérables qui tombent sur tout le bassin du Mékong pendant les mois qui précèdent la crue et non de la fonte des neiges des montagnes, dont les eaux s'écouleraient entraînant l'humus des pentes dénudées par elles.

La preuve que présentent les partisans de cette explication, c'est que le Mékong fournit le niveau le plus élevé au moment des plus fortes pluies (août, septembre, octobre) à Kratié, point de contrôle, où les eaux atteignent jusqu'à 22 mètres de hauteur et 9 mètres à Pnom-Penh.

La seconde explication du phénomène est tout opposée à la précédente et soutient, au contraire, que la cause principale en est la fonte des neiges du Thibet. Il est vrai qu'on y ajoute aussi les pluies qui

tombent en juin, août et septembre dans le Laos septentrional, et sur le versant ouest de la chaîne annamitique. Mais les partisans de cette explication soutiennent que les eaux qui tombent en septembre, octobre et novembre sur les pays cambodgiens n'ont aucune influence.

Eux aussi administrent leur preuve : les pluies du Cambodge ne coïncident pas toujours avec la montée du fleuve, qui n'atteint pas chaque année son maximum de débit à la même époque, tandis que les pluies tombent toujours pendant les mêmes mois ; bien plus, il arrive que l'apogée de la crue se produit sans que la région ait eu de fortes pluies locales. En 1904, les eaux ont, en effet, monté fin juin et ont gardé une hauteur anormale durant août et septembre, tandis qu'en 1905 la crue s'est surtout fait sentir au mois de septembre. Enfin, le niveau maximum constaté à Kompong Cham est de 12 m. 50 entre août et septembre, alors que les pluies ne sont tombées que plus tard.

Importance économique des inondations du Mékong. — Signalons l'importance énorme de ces inondations au point de vue économique pour le Cambodge. Nous avons dit que les poissons suivent la crue. Mais ils se trouvent, au moment de la baisse des eaux, emprisonnés dans les dépressions naturelles ou artificielles où ils sont entrés par les fortes eaux car les petits chenaux leurs sont fermés

par les pêcheurs au moment où les eaux se retirent, (cela dit sans parler encore des autres procédés de pêche que nous examinerons plus tard).

L'autre aspect de l'utilité extrême de ces inondations pour le pays, c'est le dépôt d'alluvions fertilisants que le fleuve, en se retirant, laisse sur ses rives et sur son lit même, ce qui permet l'élevage des bestiaux pendant la saison sèche et surtout la culture de la principale production du pays, le riz, en même temps que le transport des récoltes peut, pendant les inondations, se faire presque sans frais jusqu'à la mer. Il en est de même pour le bois des forêts immenses et incomparables par leurs richesses, qui croissent sur les bords des fleuves et des lacs et pour qui ces inondations sont un regain de sève salutaire. Les mines si riches que renferment les montagnes qui servent de barrière aux inondations deviennent, nous le verrons, tributaires elles-mêmes de cette eau qui conduit pour ainsi dire jusqu'à elles un moyen de transport économique.

On aperçoit dès lors quelle est l'extrême importance pour tout le Cambodge de ce phénomène périodique des inondations, qui, en transformant pendant une bonne partie de l'année l'industrie et la nature du pays, en double et pourrait en multiplier indéfiniment la richesse.

Marées. — Nous devons, pour compléter cette étude des inondations du Mékong, attirer l'attention

sur l'importance économique de la marée dans ce pays. La même disposition des lieux qui, par la pente insensible du sol permet à la crue de répandre l'eau sur une si grande étendue de terrains, favorise la lointaine répercussion en toute saison de la marée jusqu'à Phnôm-Penh où, il est vrai, elle ne dépasse pas 45 à 50 centimètres pendant les basses eaux de février à juin ; à Kompong Cham elle atteint rarement 1 mètre. Mais il en résulte que l'eau revient jusqu'aux Grands Lacs où elle atteint au minimum 25 centimètres, et effectue ainsi une nouvelle sorte d'irrigation pour d'immenses terrains qui, sans cela, seraient voués à la sécheresse et à la stérilité, en même temps que les poissons emprisonnés dans les petits lacs périraient bientôt faute d'eau renouvelée.

Rappelons encore que la marée, en contrariant pendant plusieurs heures le courant du Mékong, en adoucit la force facilitant ainsi la navigation pour le remonter — sans l'accroître, en redescendant, jusqu'au point de le rendre dangereux.

Climat, régime des vents, saisons et pluies. — Nous aurons terminé le tableau d'ensemble des phénomènes naturels et physiques qui président au développement économique du Cambodge, quand nous aurons dit quelques mots du climat, qui est celui des zones tropicales.

Les moussons contraires divisent l'année en deux périodes : de mai à octobre, la mousson est du sud-

ouest et apporte les pluies qui deviennent bientôt de la plus extrême violence. La précipitation annuelle dans la région oscille entre 1 mètre et 1 m. 50 environ à partir du mois de juillet, où commence la « grande saison des pluies », la période précédente étant appelée la « petite saison des pluies ». Au début de cette période, quand les pluies ne sont pas encore abondantes, la chaleur est forte, elle atteint 36 degrés sans aucune brise, elle ne s'abaisse à 30 degrés qu'en octobre, au moment de la fin du régime des pluies. Notons cependant que, sauf la nuit, les écarts de température sont faibles au Cambodge.

La saison sèche dure, au contraire, de octobre à mars ; c'est à cette dernière époque que commence, avant les pluies, la période des fortes chaleurs.

Ce régime a l'avantage, comme nous le montrons, de rendre possible, dans ce pays tropical, la culture, entre les mois de décembre et février, des plantes et légumes des régions tempérées d'Europe. On en comprend ainsi l'extrême importance économique.

Tel est le climat du Cambodge, tels sont les phénomènes physiques que la nature fait périodiquement s'y succéder, aidant ainsi pour une large part les efforts que les hommes peuvent y effectuer pour donner à ce pays, presque français, une immense richesse économique.

CHAPITRE II

LES HABITANTS

Après avoir donné un aperçu de la nature du pays au Cambodge et signalé ses qualités économiques, il nous reste, avant d'en examiner le détail, à étudier les habitants, leur race, et à déterminer leur caractère et leurs institutions ; ainsi seront complètement définis dans leurs rapports réciproques les divers éléments indispensables à toute vie économique.

Les Cambodgiens : leurs origines, leur rôle économique. — En l'état actuel des choses, le royaume du Cambodge est habité par plusieurs races d'hommes dont les Cambodgiens (1.300.000) eux-mêmes constituent la plus grande fraction, mais la partie la moins active de la population.

Ce sont les descendants des anciens Khmers. Bien que de race jaune, ils se sont mélangés avec la race hindoue qui s'implanta dans leur pays et dont ils ont aussi les caractères, de même qu'ils en ont reçu la religion bouddhique, répandue par eux dans tout l'Extrême-Orient, ainsi que le goût des arts

religieux, dont le plus beau spécimen se trouve dans les ruines d'Angkor.

Ils sont d'un naturel apathique et indifférent, qui leur fait négliger leurs affaires et mépriser tout travail un peu rude. A ce tempérament se joint la passion de l'indépendance poussée jusqu'au mépris des contrats qui les lient.

Il en résulte que les Cambodgiens, favorisés exceptionnellement par la fécondité naturelle des terres arrosées par le Mékong, toujours certains de récolter ainsi le peu de riz nécessaire à leur subsistance, de se procurer les poissons apportés par le fleuve ou le gibier qu'ils peuvent chasser dans les forêts voisines, ne songent ni à multiplier les productions ni à introduire de nouvelles cultures pour l'exportation. Ils négligent même toute entreprise, éloignés qu'ils sont de s'employer chez les autres aussi bien que de travailler pour eux-mêmes. Les seuls travaux auxquels ils s'adonnent volontiers sont les métiers artistiques : dessin, peinture, sculpture, leur apathie s'en accommode, car il ne faut exercer aucun effort violent pour s'y livrer.

Les Cambodgiens s'occupent encore de la pêche pendant les inondations, parce qu'elle est des plus aisées et que le poisson se livre pour ainsi dire dans la main du pêcheur, tant il est alors abondant. Mais ils ne songent ni à améliorer leurs engins ni à étendre leur clientèle. Quant aux autres productions

qui demanderaient quelque soin, ils les abandonnent aux étrangers, qui deviennent chaque jour plus nombreux.

Historique. — C'est d'ailleurs l'image même de leur histoire : autrefois, les Cambodgiens, du ^{viii}^e au ^{xviii}^e siècle, étaient un peuple puissant. Mais ils devinrent en butte aux convoitises des Siamois, qui pénétrèrent jusqu'aux provinces du Grand-Lac en 1810, et des Annamites qui disputèrent ensuite le royaume même au père du roi Norodom, Aug-Duong, qui ne réussit qu'à régner difficilement comme vassal de ses ambitieux voisins. Les Annamites mirent à Phnôm Penh un mandarin, qui gouverna le Cambodge, mais fut chassé avec l'aide des Siamois, par les Cambodgiens eux-mêmes. Cependant, ceux-ci se laissèrent envahir et submerger par ces deux peuples, qui se sont battus sur le territoire du Cambodge, s'en expulsant alternativement par la guerre. Ils n'échappèrent à ce double péril que par l'intervention des Français, qui les protègent depuis 1863, époque à laquelle l'amiral La Grandière, gouverneur de l'Indo-Chine, obtint du prince héritier, devenu depuis Norodom I^{er}, que notre représentant représenterait aussi officiellement le Cambodge à l'égard de la France. Celle-ci complétait peu après cette convention par un traité avec le Siam, en 1867, et le protectorat fut encore renforcé par un nouveau traité avec le roi Norodom, en 1884. La France

enfin compléta l'intégrité territoriale du royaume par une convention avec le Siam du 12 décembre 1904. On peut ainsi dire que le protectorat n'existe plus guère que de nom et que le roi n'a plus aucune initiative, la France étant souveraine.

Mais, les Cambodgiens, bien qu'ils aient retrouvé la sécurité du lendemain, sommeillent encore dans leur apathique indolence : c'est ainsi que, malgré tous les efforts faits par la France pour réveiller en eux le désir du progrès économique, nous retrouvons dans ce pays les capitaux et les principaux commerces aux mains surtout des Annamites et des Chinois. Les premiers sont environ 200.000.

Les $\frac{4}{5}$ de la population se trouvent groupés le long du fleuve ; quant aux autres terrains, pourtant immenses, ils ont été autrefois cultivés, mais sont complètement délaissés. On voit à quel avenir économique peut être appelé le Cambodge sous l'influence de la colonisation européenne qui, depuis quelques années, augmente d'importance régulièrement.

En un mot, examinons comment se répartit à peu près, au point de vue économique, la population du Cambodge, en dehors des colons européens.

Les Chinois. — Les Chinois, qui sont tous riches, utilisent, dans ce pays particulièrement fertile, leurs grandes qualités d'industriels et de commerçants. Certains d'entre eux se fixent au pays et font souche, ce qui est très profitable à la population autochtone.

Les Siamois, les Annamites. — A côté des Siamois les Annamites sont à la fois des navigateurs passionnés et des travailleurs fort résistants. Ils occupent surtout l'emploi de coolies, de rameurs, d'ouvriers pour les rudes travaux.

Malais, Indiens. — Les populations indiennes comprennent les ralahams et les Chétis, les premiers important surtout des étoffes de l'Inde et de fabrication anglaise ; les autres se livrant, au grand dommage des indigènes et des européens, à la banque et surtout à l'usure.

Quant aux Cambodgiens, ils se réservent le rôle d'intermédiaires, de vendeurs dans des Kompongs (marchés des produits locaux) pour les denrées du pays nécessaires aux 15.000 immigrants qui, chaque année, viennent au Cambodge au moment de la crue et y séjournent pendant la durée des inondations. Les Cambodgiens font un peu de culture, sont pêcheurs et se livrent à quelques travaux artistiques.

Tels sont les éléments de la vie économique du pays ; nous allons les étudier en présence l'un de l'autre, et voir dans quelle mesure les habitants ont su tirer parti de la situation naturelle du Cambodge et comment leurs protecteurs, les Français, les ont guidés dans cette exploitation de leurs richesses. En même temps, nous signalerons les progrès qu'il reste à faire, en étudiant par le menu chacune des manifestations de la vie économique du Cambodge, sous le protectorat français.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DES PRODUCTIONS NATURELLES DU CAMBODGE

CHAPITRE PREMIER

LA PÊCHE

Nous devons maintenant, reprenant en détail les éléments de la vie économique du Cambodge, justifier à la fois l'importance que nous leur avons attribuée et examiner l'avenir que le protectorat français doit leur préparer.

Dans cet esprit, il nous faut entreprendre d'abord l'étude de la pêche, qui, en même temps qu'elle se manifeste à l'occasion du plus grand phénomène physique du Cambodge, en est aussi la ressource, sinon la plus importante, du moins la plus activement mise en œuvre.

Les endroits où la pêche est surtout exploitée, au compte, avons-nous dit, principalement des riches

marchands Chinois, sont le Grand Lac, le Petit Lac, le Tonlé Sap, le Lenkdek et le Baphnom.

L'industrie de la pêche se divise en trois périodes : d'abord les préparatifs qui, nombreux et assez longs, provoquent un important mouvement économique dès le milieu de décembre, ensuite les opérations de la pêche elle-même, enfin la préparation des poissons.

Mouvement économique et procédés de la pêche. — C'est en décembre que les pêcheurs se rendent sur le bord des lacs où ils doivent pêcher, y choisissent leurs emplacements et commencent la construction des établissements qui leur permettront d'habiter pendant la saison de pêche et qui se composent d'une maison d'habitation, d'un magasin et d'un séchoir pour le poisson. Ces constructions fixes sont établies sur pilotis, en plein lac.

Ces cases en bambous sont d'un prix très élevé et attestent ainsi du grand intérêt économique que la pêche offre pour les Chinois toujours plus nombreux qui s'y livrent, puisque les bambous qui, voilà quelques années, valaient 0 fr. 25 pièce sont maintenant au prix de 0 fr. 50 et qu'il est impossible de construire la moindre case, destinée à l'exploitation qui nous occupe sans employer une moyenne de 3.000 bambous, dont beaucoup se détériorent rapidement.

A côté de ces cases fixes établies par les immigrants, se trouvent des villages bâtis sur radeaux flottants,

par exemple le centre de Kompong-Prac. Ce village se déplace au fur et à mesure que les eaux montent ou baissent ; les maisons, reliées entre elles par de solides câbles en rotin servent à la fois d'habitation, d'étable, de grenier et de magasin, pour correspondre aux différentes périodes de l'année, aux divers besoins des habitants, qui sont tantôt à terre et tantôt sur l'eau ou au bord du lac.

Les dispositions des cases de ces bourgs sont invariables, et les rues sont sillonnées par des barques de pêche.

Certaines de ces agglomérations suivent des déplacements réguliers chaque année et même certains d'entre eux, comme Shoc Tron, changent de rive.

La pêche elle-même commence au moment où les eaux baissent sensiblement, c'est-à-dire vers le mois de février : elles ont alors 1 m. 80 ou 2 mètres de hauteur.

Le moyen le plus employé pour y procéder est le suivant : on plante dans le fond des eaux un grand nombre de petits piquets de bois, qui arrêtent les détritits et attirent ainsi le poisson.

Tout autour sont disposées des claies de bambous que l'on déploie simultanément avec précaution de manière à former autour de la case un parc où sont prisonniers les poissons qu'on n'a plus qu'à retirer aisément avec des filets à main.

Certains pêcheurs déploient de grands filets main-

tenus verticalement au moyen de bambous plantés en terre; on barre ainsi parfois presque le fleuve ou le lac, en ne laissant au centre qu'un assez large passage pour la batellerie extrêmement active à ce moment de l'année.

Le système du barrage est très employé, au moment du retrait rapide des eaux dans les preks (cours d'eau plus importants que les stungs). De cette manière le poisson, voulant suivre le courant, est arrêté et se butte en nombre énorme contre les barrages.

Les pêcheurs emploient ce procédé non seulement pour retirer le poisson de l'eau immédiatement, mais aussi pour le maintenir dans les lacs ou mares qui subsistent après le retrait des eaux.

Il faut ajouter que tous les procédés de pêche autres que ceux que nous venons de décrire et qui permettent aux vastes entreprises de prendre rapidement un très grand nombre de poissons sont employés par les petits pêcheurs, soit pour la consommation sur place, soit pour la vente aux gros industriels chinois. Ces engins grossièrement construits, sont la nasse, la senne ou l'épervier; le harpon, les filets, qui appartiennent souvent à de petites sociétés de pêche.

Aussitôt retiré de l'eau, le poisson est décapité, ouvert et découpé en tranches. On le vide avec soin, on le sale, et on le transporte dans les sécheries qui

ont été aménagées à l'avance, soit sur la rive, soit à côté de la case. On l'expose aux ardeurs du soleil pendant cinq à sept jours, le recouvrant avec des nattes pendant la nuit pour le soustraire à l'action de l'humidité.

Une certaine partie de ce poisson est consommée sur place, particulièrement autour des lacs intérieurs, à cause du manque de communication soit pour l'aller vendre, soit pour se procurer en échange un autre produit d'alimentation.

Une autre partie du poisson, la plus importante, est expédiée sur Phnôm-Penh, Saïgon et Cholon par les marchands chinois qui l'achètent quand il ne provient pas de leur entreprise particulière et qui en effectuent la revente.

Parfois même, ils l'emportent vivant dans des bateaux spécialement aménagés et qui sont d'immenses viviers flottants. Cette disposition, très onéreuse, leur permet ainsi de transporter le poisson frais et vivant jusqu'en Chine.

Différentes espèces de poissons. — Il faut, maintenant que nous avons décrit les procédés de pêche employés au Cambodge, que nous fassions connaître quels sont les poissons qui sont ainsi recueillis.

Un phénomène singulier est à signaler tout d'abord, c'est qu'il y a dans les viviers naturels formés par les lacs ou les mares nombre d'espèces de poissons de mer qui se sont acclimatés à l'eau douce.

Parmi les poissons qui se rapprochent des espèces que nous connaissons dans nos régions, citons-en qui sont analogues à la raie. Mais ces poissons sont parfois d'une taille énorme; puis, la sole et ses variétés, la plie et la limande. Comme en Europe, la chair de ces animaux est très estimée.

Le mullet s'y trouve en petite quantité; quant au maquereau, il constitue une réelle spécialité du Cambodge, car il ne se rencontre pas en Cochinchine, seul pays pouvant rivaliser avec lui pour l'industrie de la pêche. On le rencontre en grande abondance aux environs de Phnôm-Penh, particulièrement à l'époque de la baisse des eaux, soit de janvier à mai.

Le bar est très commun, ainsi qu'un poisson auquel on attache un grand prix et qui ressemble beaucoup au turbot ou au merlan par la forme et la chair.

On trouve des crevettes de toutes les tailles, parfois même aussi grosses que de petites langoustes: les indigènes les apprécient beaucoup et les utilisent pour la préparation de nombre de sauces et condiments.

Les crabes aussi pullulent, et comme il suivent en remontant les plus petits cours d'eau, on en trouve parfois jusque dans les rizières, où ils causent de grands ravages, en coupant les tiges de paddy.

A côté de ces poissons on en retire un grand

nombre qui ne rencontrent peu ou pas dans nos régions.

C'est d'abord le poisson aiguille, qui sillonne les rivières du Cambodge et atteint parfois de considérables dimensions, comme font en général les animaux de cette seconde catégorie ; la plupart sont des poissons dont la chair ressemble à celle de la lamproie ou de l'anguille. C'est à ceux-là que vont toutes les préférences des habitants ; il envahissent les cours d'eau, les mares, les étangs, les fossés, enfin partout où un peu d'humidité et de vase leur permet de subsister.

Par un contraste bien naturel, en même temps que les poissons, la crue des eaux amène leurs ennemis, qui sont encore ou pourraient devenir une ressource économique liée à la pêche. Ce sont surtout, la loutre, qui vient par famille, et toutes les variétés d'oiseaux aquatiques : marabout, pélican, cormoran, héron, flamand, cigogne, grue, antigone, aigrette, canard sauvage, etc. Les indigènes chassent ces animaux avec passion.

Quelle est l'importance annuelle de la pêche que nous venons de décrire au Cambodge ?

En 1896, le poisson sec est exporté dans la quantité de 20 millions de kilos, soit la valeur approximative de 1 million de piastres : la piastre étant alors au taux approximatif de 2 fr. 35 ou 2 fr. 40.

Le poisson vivant figure aux statistiques de

l'exportation pour 9.327.742 kilogrammes, soit 111.500 piastres.

En 1898, le poisson séché expédié en Chine, Cochinchine et Tonkin figurait avec une diminution de 2.330.395 francs sur l'année précédente, pour 6.487.841 francs.

Les vessies, l'huile et la saumure de poisson, qui sont les sous-produits de la pêche, sont estimées à 150.000 piastres.

En 1906, l'ensemble de ces trois articles donnait une somme approximative de 15 à 20 millions de francs. Il en est expédié environ 260.000 piculs par an en Chine, à Singapour et à Java.

Police et réglementation de la pêche. — Le protectorat français a voulu que cette entreprise ne constituât pas, pour les riches étrangers, un bénéfice net qui leur profitât exclusivement. Il a voulu que le pays en retirât un profit direct et que la police des pêcheries fût assurée rigoureusement.

Autrefois, il n'y avait pas de règlement : le roi percevait des droits arbitraires des riches Chinois qui s'étaient adjugé le monopole de la pêche dans les endroits les plus poissonneux.

Dès le début de son protectorat, la France décide l'établissement de l'affermage du droit de pêche, en même temps qu'elle prescrivait que les règles à suivre en cette matière se diviseraient en deux espèces : une réglementation générale qui s'applique-

rait à l'ensemble du territoire et une réglementation locale, dont les détails seraient prévus par les diverses autorités.

Nous ne parlerons que de la première et nous signalerons seulement qu'on a remédié aux abus en exigeant que les barrages devraient tous disparaître le 15 juin, pour permettre la libre navigation quand les intérêts de la pêche n'en souffrent plus; on a, de même, interdit certains engins de pêche, édicté l'obligation de porter devant les tribunaux résidentiels tous les différends en matière de pêche, organisé, enfin, une surveillance et une police sous la direction des résidents français assistés des gouverneurs cambodgiens.

Disons un mot sur le détail même de l'affermage, dont l'importance est très grande au point de vue du fisc et de la limitation de l'immigration étrangère. Il est mis aux enchères publiques tous les trois ans et son produit donnait les sommes suivantes évaluées en piastres (la piastre valant alors 2 fr. 70) de 1900 à 1903 : 80.000 piastres; de 1903 à 1906 : 160.000 piastres, et depuis cette progression a continué : en 1906, l'adjudication a atteint 400.000 piastres c'est donc une augmentation considérable que l'on constate chaque année dans les revenus provenant de ce chef.

Les pêcheries sont subdivisées en lots, qui eux-mêmes sont affermés le plus souvent à de petits entre-

preneurs : les lots sont ainsi sous-loués à l'infini.

La population ne souffre d'ailleurs point de ce régime, car on a respecté scrupuleusement tous les droits acquis et chacun peut pêcher en toute liberté pour sa consommation personnelle.

Ainsi organisée la pêche au Cambodge est assurément la source d'un commerce incessant ; elle facilite l'écoulement et la vente des denrées du pays, et crée une activité profitable à tous. Mais, il faut bien dire qu'il reste encore beaucoup à faire pour la nation protectrice.

Il est certain que la pêche pourrait être encore de beaucoup plus rémunératrice, si les engins n'étaient point aussi primitifs, et l'on ne compte plus les cas où le poisson pêché n'a pu être vendu, faute de sel ou de transports suffisants.

Il faut ajouter que l'éducation des pêcheurs n'est pas complète. On laisse échapper énormément de poissons, on n'utilise pas tous les déchets pour faire des amorces, et, parmi ceux qu'on jette à l'eau, une grande partie pourrait être transformée en un engrais d'une efficacité remarquable.

Pêche maritime. — Nous ne pouvons terminer ce chapitre sur la pêche sans dire un mot de la pêche maritime sur les côtes, qui s'exerce dans les résidences de Kampot et de Krat, cette dernière étant rattachée au Cambodge depuis la convention franco-siamoise du 12 décembre 1904. On y prépare du

poisson salé et du mam de crevettes très apprécié en Siam.

Les engins de pêche et les pêcheries rapportaient au gouvernement siamois par les taxes qu'il avait établies à Krat de 2 à 3.000 ticaux, celles de Kas Kong en rapportant de 5 à 8.000.

Sur toute cette rive maritime du Cambodge, la pêche est aux mains presque exclusivement, des Annamites, des Malais et des Chinois.

L'énumération de ces détails et l'énoncé des populations suffisent à indiquer dans quelle voie doit s'engager le protectorat pour faire progresser la prospérité économique du pays, en créant des ports et en essayant par les encouragements de toute nature, les primes, l'exemple des autres peuples, à réveiller l'émulation des populations intelligentes mais apathiques, qui sont originaires du pays même.

CHAPITRE II

LES PRODUCTIONS AGRICOLES ALIMENTAIRES ET VÉGÉTALES

Nous avons examiné la richesse économique principale que le Mékong fait naître et entretient. Puisque toute la vie de ce pays repose sur le régime des eaux du fleuve fécondant, examinons ensuite les cultures qui croissent sur ses rives le plus naturellement.

C'est d'une part le riz et les forêts, qui ne doivent leur richesse et leur extraordinaire exubérance qu'au limon que le fleuve laisse à la décrue et à la bienfaisante humidité qu'il entretient sur ses rives et qui protège les cultures contre les ardeurs solaires de la saison sèche.

Étude sommaire des terrains. — Nous sommes ainsi tout naturellement portés à l'examen rapide des différents terrains du Cambodge, puisque, le climat y étant uniforme, les cultures ne diffèrent entre elles que par les terrains où elles poussent, et, par suite, nous allons le constater, en raison de leur voisinage ou de leur éloignement du Mékong.

« La partie alluvionnaire du Cambodge, qui com-

prend aujourd'hui la plus grande surface habitée, était autrefois submergée par la mer. C'est ce qui constituait le golfe d'Angkor. Le rivage devait contourner la chaîne de l'Éléphant, qui formait cap, longeait les monts Krevanh à l'ouest et décrivait un arc limité à Battambang, Angkor, Préan Khan, Phaom Santuc, Kompong Cham, pour se terminer au cap Saint-Jacques, après avoir côtoyé les terres élevées du Thbong-Khmmu et de Tayninh.

» Le Mékong venait se heurter aux chaînes des Krevanh et de l'Éléphant. Les couches sédimentaires s'étagaient peu à peu et les provinces de Kompong-Chhang, Kompong-Speu, Kampot sortaient de l'eau. Le colmatage progressera ensuite vers l'est; Kompong-Cham, Phnôm-Penh, Takéo, émergeront et le Grand Fleuve sera rejeté dans la direction perpendiculaire à son cours. L'œuvre d'ensablement et d'envasement continuant, Preweng et Soai-Rieng naîtront par la suite. La mer recule alors vers le sud. Le fond du golfe d'Angkor devient les Grands lacs ou Toulé-Sap (eau douce) qui subira désormais le régime des crues du Mékong.

» Peu à peu, par l'action colmatante du fleuve et les érosions des massifs qui limitaient le golfe, les anciennes rives se surélèvent au-dessus des eaux. Le profil de ces terres de formation récente aux terres anciennes suit une pente continue qui s'étend sur un rayon de 60 à 100 kilomètres.

» Ces terres sont sujettes, partie au régime des inondations périodiques du Mékong, partie au régime des pluies tropicales de saison (1). »

On peut ainsi distinguer deux aspects du sol, bien différents :

1° Les terrains argileux ou marneux, où poussent les paddys ;

2° Les terrains argilo-sableux et les terrains meubles mélangés d'humus.

C'est là que pousse le riz élevé et que l'on peut entreprendre les cultures diverses que nous examinerons plus tard : le coton, le mûrier, le tabac, l'indigo, les légumineuses et les arbres fruitiers.

Ces deux espèces de terrains ont chacune deux régimes : le premier est celui des inondations périodiques ; c'est la crue des eaux qui délimite l'étendue de terrain cultivable à la saison sèche.

Le second régime commun à certaines de ces deux natures de terrain, est celui des pluies de saison ; ce sont ceux qui sont éloignés du Mékong ou par leur attitude ou par leur distance ; par suite, leur fertilité naturelle est de beaucoup inférieure à celle des terrains soumis au précédent régime. Pour eux, en effet, il faut que les pluies tombent régulièrement et en abondance.

1, *Bulletin économique*, n° 83 ; *La Culture du Riz au Cambodge*, par M. Baudoin.

Mais le Cambodge, en somme, est un pays très fertile; c'est même un véritable grenier d'abondance.

Telle est la nature du terrain au Cambodge : malheureusement, l'extension des cultures ne s'est guère manifestée depuis l'établissement du protectorat. L'indigène est trop apathique pour l'entreprendre, d'autre part, les capitaux lui manquent et, jusqu'à présent, les Européens qui les détiennent ne se sont guère souciés de les employer à ces entreprises de plantations; cette intervention est pourtant indispensable pour lutter contre la monoculture, qui est la tendance naturelle du Cambodgien, qui ne songe guère à cultiver que le petit carré de terre nécessaire à la production de sa maigre nourriture. On voit donc que la terre ferme est actuellement occupée par quelques cultures ou par des forêts.

Nous allons étudier les unes et les autres en détail, faire une sorte d'inventaire des productions terrestres du Cambodge, comme nous avons étudié plus haut ses productions aquatiques ou maritimes.

Le riz : diverses espèces. — La culture des céréales, c'est-à-dire du riz et du maïs est en constante augmentation.

Le riz qui est cultivé dans ce pays se caractérise d'après deux facteurs : la rapidité suivant laquelle il pousse, et la nature du terrain dans lequel il croît, c'est ainsi que l'on distingue le riz de trois mois, de six mois, de saison et enfin les riz tardifs. Quant à

la nature des terrains où pousse le riz, il faut distinguer les paddys pour rizières inondées, mi-inondées ou complètement sèches; le riz flottant (Iran-Popéai-Véa), poussant sur les bords du Mékong et dans les lacs et allongeant ses tiges avec la hausse des eaux : leur longueur atteint jusqu'à 5 ou 6 mètres.

Enfin, la culture moderne introduit actuellement de nouvelles distinctions, suivant la valeur industrielle et commerciale (couleur naturelle du grain, résistance à la meule, forme du grain, etc.) ou sa composition chimique (1).

Il est bien évident que ces diverses considérations sont indispensables à connaître au point de vue économique, pratique, pour diriger les cultures vers leur rapidité la plus grande, vers l'utilisation maximum des terres et, enfin, en considération de la vente et de la consommation. C'est ainsi qu'au point de vue commercial, on distingue, à l'heure actuelle, sur le marché de Cholon (faubourg industriel de Saïgon), trois variétés de riz et paddys (riz non décortiqué) : le go-cong (grain rond, demandé surtout en Europe), le vinh-long (grain long, le plus abondant) et le bai-xau (demi-long, très demandé en Chine où il est considéré avec raison [l'analyse chimique le prouve] comme plus nourrissant).

1. V. *Bulletin économique de l'Indo-Chine*, ancienne série, n° 17 et 18, une très intéressante étude de M. Lefevre sur la *Valeur industrielle des riz de Cochinchine*.

Une espèce, le riz gluant, est employée par les distillateurs

Dans les terres inondées et les rizières basses, se trouvent les paddys srau prang ; on les récolte à partir du mois de novembre jusqu'en janvier. Ce riz est cultivé le long des fleuves ou dans les marais. On le sème aux dernières pluies et on repique les pieds au mois de novembre ou janvier pour récolter en mars ou avril.

Dans les rizières hautes, on récolte le srau sré de la saison des pluies, coupé vers le mois de novembre et décembre. En résumé on peut distinguer :

1° Les paddys dits de saison ou tardifs se cultivant sans interruption de mai à décembre et janvier sur les terrains élevés, détrempés par les eaux pluviales ;

2° Les paddys dits moyens de 5, 6, 7 mois cultivés sur les terrains inondés de juillet à décembre ;

3° Les paddys dits tardifs de 3 et 4 mois cultivés au commencement du retrait des eaux et pendant la période de sécheresse.

Procédés de culture. — Voici comment se fait la culture de ces deux grandes divisions pratiques dans les multiples espèces de riz (on en compte près de 250). L'irrigation des terrains où pousse le riz doit, depuis le moment du repiquage jusqu'à la maturité de la plante, être entretenue avec le plus grand soin et les méthodes, quoique bien primitives encore,

varient avec la nature et la disposition topographique des terrains cultivés.

Le riz de montagne fait pourtant exception à ce régime général : il n'a pas besoin d'une irrigation aussi intense : on ne le rencontre jamais dans les terrains inondés. Il pousse comme le blé de nos climats et il est semé sans repiquage sur des terrains forestiers dont on a, au préalable, brûlé tous les arbres, pour lui constituer un engrais avec la cendre des végétaux consumés.

Pour le riz de plaine, on le sème d'abord dans des terrains soigneusement fumés et il est repiqué ensuite dans des rizières. En vue de l'irrigation, « on élève, écrit M. de Lanessan dans son livre de l'Indochine française, autour des rizières des digues en terre, hautes de 40 à 50 centimètres, assez larges pour permettre à un buffle de passer, disposées de manière à limiter les carrés plus ou moins réguliers et n'ayant d'ordinaire pas plus de 50 à 60 mètres de côté. Des ouvertures pratiquées dans les digues permettent de faire circuler l'eau d'une région dans une autre ou de l'accumuler, selon les besoins, plutôt dans celle-ci que dans celle-là, en un mot de régler l'arrosage et l'inondation des champs ».

Quand l'eau a disparu de la terre, par suite de la sécheresse, l'appareil à arroser dont on se sert est ainsi construit : c'est une sorte d'auge très longue suspendue à sa partie moyenne.

On fait tremper une extrémité dans l'eau qu'on puise et on renverse : de cette façon l'eau précipitée à l'autre extrémité de l'auge, se déverse dans la rizière. On peut ainsi irriguer progressivement des terrains assez élevés. Il n'est guère besoin de signaler que de pareils procédés hydrauliques sont complètement insuffisants pour toute exploitation un peu méthodique. Les indigènes n'emploient guère à ces travaux que leurs parents ou leurs voisins, quitte à leur rendre ensuite le même service : ils appliquent ainsi spontanément les procédés du phalanstère et ne recourent que très rarement à la main-d'œuvre payante ; les salariés se louent pour la saison de juin à janvier à raison de 20 à 21 piastres avec la nourriture.

Quant aux animaux, on les loue moyennant un paiement en nature de 15 mesures de paddy par paire de bœufs pour la durée des labours et les transports de la récolte.

Les travaux nécessaires avant le labourage sont d'ailleurs très peu importants. On compte que pour un seul carré de terrain soit 1.600 m. q. il faut avant les semailles trois matinées de labourage (un labourage d'ailleurs très superficiel, par suite du mauvais outillage) avec une charrue et deux bœufs. Il faut deux labourages et un arrosage, lorsque la terre a été abondamment détrempée par les pluies en mai et juin.

Quoi qu'il en soit, de tels procédés donnent la moyenne suivante, par hectare, de riz décortiqué :

30 hectolitres dans les terres inondées ;

12 à 15 hectolitres dans les terres irriguées et une seule récolte ;

3 à 4 hectolitres sur les terrains montagneux, ou peu humides.

On peut dire que le rendement moyen, dans la résidence de Kompong-Speu, est, à l'hectare, pour les rizières hautes, de 32 piculs, et, pour les rizières basses de 28 piculs ; dans la résidence de Prey Veng, qui, avec celle de Takéo est la plus productrice de riz, 160.900 hectares de rizières produisent 9.000.000 piculs de 60 kilogs.

Pour donner une idée du trafic total du Cambodge pour cette céréale, nous pouvons donner, malgré la rareté et l'imprécision des statistiques pour ce pays, les chiffres suivants que fournit M. Guy dans son ouvrage sur la « mise en valeur de notre domaine colonial » : en 1897, la surface des terres cultivées en rizières était de 98.200 hectares, qui produisaient 3.722.000 piculs de riz.

« La balle de paddy (qui sert de combustible dans les grandes décortiqueries de Cholon) représente environ 20 o/o du poids de la graine. D'après les renseignements fournis par les propriétaires de ces décortiqueries, il faudrait environ 1300 kilogs de paddy pour fournir une tonne de riz « cargo »

(riz décortiqué mais non blanchi contenant 20 0/0 de balle). » C'est sous cette forme qu'a lieu la majeure partie de l'exportation. Il faut 1.666 kilogs de paddy pour donner une tonne de riz blanc. Et l'on arrive à traiter par an pour 1 million de tonnes de paddy.

On comprendra l'urgence des perfectionnements qu'il faudrait apporter dans la culture et le choix des plantations de riz, quand nous aurons cité le passage suivant des *Notices sur l'Indochine* de M. Nicolas (Challamel 1900) :

« Le paddy, à son arrivée à l'usine, est versé dans un appareil nettoyeur qui le débarrasse des corps étrangers mêlés au grain (morceaux de bois, paille, écorces, cailloux, poussière).

» Des élévateurs à godets, montés sur courroies, conduisent le riz sous des meules, qui déchirent la balle sans attaquer le grain.

» La balle est ensuite séparée du riz au moyen de ventilateurs et de trieurs.

» Le paddy séparé de son enveloppe est appelé riz cargo...

» Après diverses opérations de meunerie, le riz cargo, débarrassé de son excédent de paddy, est conduit à l'aide de traîneurs au moulin à décortiquer, pour y subir l'opération dite *blanchissage*.

» Des appareils appelés *cone-mills* ou *barley-mills*, genres de meules à émeri, tournant dans des cages

de toile métallique, grattent et polissent le grain qui devient alors du riz blanc.

» On le débarrasse de la farine produite par l'opération au moyen de brosses. Les brisures, ou débris de riz laissés par cette transformation, sont ensuite tamisées et classées suivant leurs grosseurs.

» Les riz entiers sont polis par frottement au moyen de peaux de mouton placées dans des tambours tournant sur eux-mêmes ; c'est cette opération appelée glaçage qui donne au riz blanc cette belle et brillante apparence, ce fini que nous admirons dans les riz livrés à la consommation.

» Après ces diverses opérations, les riz et leurs dérivés sont mis en sacs, puis embarqués au sortir même de l'usine pour la destination qui leur est assignée.

» Chaque usine peut travailler de 700 à 800 tonnes de paddy par jour et produire de 500 à 600 tonnes de riz transformés. »

Les perfectionnements des machines prouvent jusqu'à quel point la production pourrait être accrue si les grains étaient de grosseurs plus régulières et plus résistants à la meule, si enfin il s'y trouvait moins de grains rouges.

A l'heure actuelle, ces doléances ont un écho : l'administration locale, par des concours rizicoles, a entrepris l'éducation des producteurs : on leur enseigne ainsi le choix judicieux à faire des semences,

l'opportunité des engrais phosphatés et l'amélioration des procédés de récolte, notamment l'épuisement de l'eau des rizières au moment de la maturité, ainsi que les progrès désirables pour le magasinage (1). Il faudrait aussi envisager la création de réservoirs ou de canalisations artificielles pour les terrains à dessèchement rapide, en même temps qu'augmenter, dans une très large mesure, les moyens de transports : pendant les six mois des grandes eaux, les plus grands paquebots suffisent à peine à transporter les récoltes des paddys de la province de Battambang.

Tous ces perfectionnements sont d'autant plus désirables que la quantité de riz cultivée dans notre colonie pourrait être grandement augmentée, particulièrement au Cambodge où, d'après une étude de M. Adhémar Leclère publiée il y a quelque dix ans dans le *Bulletin économique de l'Indo-Chine*, les terres anciennement cultivées en rizières étaient dix fois plus considérables que celles qui s'y trouvent employées à l'heure actuelle.

Mais cette augmentation des cultures ne saurait s'admettre sans les améliorations indispensables, qui permettraient une plus forte exportation en

1. V. *Bulletin Économique de l'Indochine*, plusieurs articles (table annexée au n° de décembre 1905).

Europe, où nos riz sont moins goûtés, à cause de leur moins belle apparence et de leur moindre résistance au polissage que ceux qui sont originaires d'Italie, de Java, du Japon, de Birmanie, etc... En tout cas, ils pourraient trouver un emploi très avantageux pour l'amidonnerie, la féculerie, la nourriture des volailles, la fabrication de la bière et de l'alcool. Ce dernier usage est déjà très rémunérateur dans la colonie même.

Le maïs. — Disons un mot d'une autre céréale cultivée au Cambodge, le maïs (en cambodgien : pôt), qui pourrait être l'objet d'une extension considérable. Son rendement est, en effet, stationnaire au Cambodge où on n'en exporta en 1905 que pour 18.000 tonnes. En France c'est Bordeaux qui sert de port de débarquement particulièrement pour ce marché. On le cultive dans les résidences de Kompong-Cham, Kompong-Chhnang, Kompong-Speu, Kompong-Thom, Soai-Rieng. Malheureusement, sauf la première de ces résidences, aucune des autres ne cultive cette céréale qu'en très petite quantité.

Plantes légumineuses : tubercules, racines, rhizomes. — Quant aux légumes connus dans nos régions, leur culture y réussit fort bien, mais les Cambodgiens ne s'en occupent guère que pour leur consommation particulière. Ces plantes poussent plus rapidement que dans nos contrées, mais man-

quent un peu de goût. Il serait précieux d'en augmenter la culture.

Les Cambodgiens cultivent cependant le haricot et les doliques (sande) qui jouent un très grand rôle dans l'alimentation indigène. Les haricots sont généralement cultivés avec les cotonniers annuels, car ils sont mûrs avant le coton, vers le mois de juin, et la récolte s'en fait du mois de juillet au mois d'août. Ces légumes ont de très nombreuses variétés dans le pays, une quinzaine environ. Mais un petit haricot vert (*Phaseolus radiatus*), qui fait d'ailleurs partie de la ration du soldat japonais en campagne à cause de ses grandes qualités nutritives, est utilisé au Cambodge pour faire un petit vermicelle très nourrissant et le *Soja hispida* dont on fait un « fromage de haricots » très goûté particulièrement des Annamites (1).

On cultive encore la patate et l'igname. Mais ces légumes ne font l'objet que de consommation locale.

Il est regrettable qu'on n'entreprenne pas la culture du manioc, qui permettrait de fabriquer le tapioca et de concurrencer Singapour, qui est le grand port d'exportation de ces produits (25.000 tonnes par an de manioc en tapioca et féoule).

L'arrow-root, si excellent pour la nourriture des enfants, viendrait aussi fort bien au Cambodge et

1. V. Bull. écon. de l'Indochine, n° 48, p. 1152.

serait d'un écoulement facile et sûr. Mais la culture en est quasiment inconnue dans ce pays.

Fruits. — Quant aux fruits consommés ou cultivés, certains d'entre eux pourraient ne pas être utilisés seulement par les indigènes, mais aussi faire l'objet d'un commerce d'exportation.

Ce sont tous des fruits tropicaux : manguiier, jacquier, mangoustannier, carambolier, pommier cannelier, corossolier, tamarinier, goyavier, pamplemoussier, papayer, jujubier, arbre à pain.

On trouve aussi en assez grand nombre l'oranger, le mandarinier (kassatin), le citronnier, le cocotier, le grenadier, le bananier, l'ananas. C'est à ces derniers arbres que s'applique particulièrement le regret exprimé plus haut du manque d'importance de la culture dont ils sont l'objet.

Enfin on trouve abondamment des champignons de toute espèce qui sont même insuffisants pour les indigènes, on en importe même de Chine et des nénéphars dont la graine est très goûtée des Cambodgiens et des Chinois, qui en importent dans leur pays.

Les épices et condiments : poivre. — Depuis la loi de 1892 sur le tarif des douanes qui a introduit une détaxe du demi-droit jusqu'ici frappant le poivre, la culture en a si fort augmenté, que maintenant il faut presque en arrêter la production pour que l'écoulement en soit assuré. De 1899 à 1903, les

capitaux se sont attachés à l'extension de cette culture. Mais la baisse des cours et le taux de 36 o/o auquel étaient depuis 1902 effectués les prêts agricoles ont bientôt ruiné un grand nombre de planteurs chinois.

C'est le Havre qui en est aujourd'hui le principal lieu d'approvisionnement, il a presque supplanté, pour ce produit, Singapour.

Le Cambodge est à la tête de cette production, dans les provinces de Kampot, Takéo, Kompong-Speu principalement (1). Il y a actuellement presque surproduction, bien qu'en 1898 l'exportation ait atteint 1.123.621 kilos, soit une recette foncière de 45.000 piastres. Le nombre des pieds en plein rapport est aujourd'hui de deux millions et le prix des 100 kilos était en 1905 de 115 francs (2), soit presque ceux de Singapour.

Devant ce succès, les indigènes entretiennent la culture du poivre blanc d'une valeur commerciale considérable.

On trouve encore au Cambodge à l'état sauvage dans les mêmes résidences, de nombreux *canneliers*; mais la production et l'exportation sont destinées à diminuer avec la destruction des forêts. Cepen-

1. V. *Bulletin économique de l'Indochine*, nouvelle série, n° 9, p. 643, étude de M. Blanc sur les poivrières du Cambodge ainsi que le n° 8 (nouvelle série), p. 571 et suiv.

2. V. Statistiques des douanes de l'Indochine.

dant à Kampot, M. Bouillod cultive la cannelle avec succès.

Il faut citer le bétel, que l'on cultive d'une façon générale dans tout le pays et qui sert, enroulant de la chaux et de la *noix d'arec*, de masticatoire pour toute la population indigène et même on en exporte dans tous les pays voisins.

Il en est de même du *tabac* qui est cultivé en grande généralité dans tout le royaume et particulièrement à Muk-Kumpol, Bautéai-Méas, Kompong-Cham. On en exporte même en Cochinchine.

Le procédé le plus ordinaire de la culture est le suivant : on trempe la semence dans l'eau pendant deux heures ; ensuite, pendant six ou huit jours, on la conserve humide jusqu'à ce qu'elle germe sous une forte quantité d'engrais d'étable. Quatre ou cinq jours après, la plante lève ; un mois après on la repique et on récolte quatre mois plus tard.

Le Cambodge produit presque exclusivement une plante très employée dans la pharmacopée chinoise, le *cardamome*. On en trouve plusieurs espèces mais les deux principales catégories, au point de vue commercial, sont les suivantes : le cardamome de la région de Pursat, qui n'en produit guère que 6.000 kilos par an. Cette première espèce qui croît sur les monts Kravanh monts (Cardamomes) et dans les montagnes de Thpong est très estimée : ce sont ceux que la douane dénomme « du commerce ». Sous cette

dénomination, se rangent deux espèces de cette plante, le cardamome lourd et le cardamome léger. Tous deux se plaisent dans les terrains humides et la culture en étant très facile, car elle n'existe que dans les pays où la plante croît naturellement, les indigènes se contentent d'arrêter le développement superflu de la plante par quelques élagages.

Pour procéder aux opérations de la récolte vers le mois d'août, les habitants (Pols) montent en masse dans les montagnes pour y recueillir les graines, qui sont ensuite vendues aux enchères publiques par l'entremise de la Résidence.

Le rendement annuel est d'environ 150 piculs et sur le marché de Cholon son cours atteint 1.000 francs les 100 kilos.

Dans l'autre espèce, dont le prix très variable ne dépasse guère 150 francs les 100 kilos, sont plusieurs variétés de cardamomes dits « sauvages ». Les Cambodgiens les appellent « krako ».

Il est regrettable que l'apathie des indigènes et leur indifférence pour toute culture artificielle les détournent de la plantation du cardamome dans des régions plus saines comme les collines de Krauchmar ou de Stung-Treng, où on pourrait la tenter avec succès.

Pour terminer avec les plantes alimentaires du

1. V. étude de M. Lofler au *Bullet. de l'Indochine*, nouvelle série, n° 36, p. 1299.

Cambodge, nous allons examiner encore quelle est l'importance de la culture et de la vente des derniers produits de cette espèce qu'on y rencontre : le café, le cacao et le sucre.

Le café. — Le café prospère au Cambodge dans les terrains humides; on en a établi récemment des plantations dans la province de Kampot. Après un insuccès pour le café Libéria (le seul avec le café arabica qui ait été importé dans le pays) insuccès subi par un Européen, une seconde tentative fut faite à Kep, sur des terres moins brûlées et moins sèches et les plantations sont bien venues. Il en a été de même dans une petite île du golfe de Siam, au large de Ha-Tien, dont la plantation a été examinée au *Bulletin économique de l'Indochine*, ancienne série, n° 30, page 823 et suivantes.

Actuellement c'est le Cambodge qui, secondé par la Cochinchine, pourvoit à l'exportation à destination de la péninsule malaise pour 3 ou 4 millions de kilos par an.

Il est malheureux que la consommation métropolitaine n'encourage pas ces productions, car elle s'adresse presque toujours et sans raison appréciable à l'Inde anglaise, qui en importe pour près de 4 millions de kilos par an.

Quant au *cacao*, on ne le rencontre qu'à titre d'essai au Cambodge, où cependant il a bien réussi, et où il pourrait prendre une très grande extension.

Il s'acclimaterait à coup sûr très facilement au nord-ouest de Kampot sur les montagnes de la chaîne de l'Éléphant, du côté du golfe de Siam. Malheureusement le pays, qui est très insalubre, est peu peuplé.

La production du *sucré* n'est pas non plus très importante au Cambodge.

On ne l'extrait guère de la canne à sucre, mais d'un palmier, le *barassus flabelliformis*, encore est-ce un *sucré* noir et mal préparé, dont on fait un usage local assez important, il est vrai. Les indigènes recueillent en février le produit de l'incision de la plante dans des tubes de bambou. Le liquide ainsi obtenu est mis à bouillir, pour en faire évaporer l'eau, dans de grandes bassines en fer.

Cependant on commence à employer ce produit pour les distilleries d'alcool. Ce nouveau débouché en a porté la production jusqu'à 1 million de kilos environ.

Le palmier d'où on retire cette denrée croît en grande quantité dans les provinces de l'hnôm-Penh, Kampot, Ta-kéo, Preyweng, Soai-Rieng, Kompong-Spen, Kompong-Chnang.

Il est regrettable qu'on n'accroisse pas les plantations de canne à sucre qui est assez répandue déjà au Tonkin ; elle pourrait prendre au Cambodge un utile et considérable développement.

On voit donc que de nombreux progrès économiques, au point de vue de la production des plantes

alimentaires, sont encore désirables au Cambodge.

Nous en avons, au fur et à mesure de notre exposé, signalé un certain nombre. Il est malheureux que le thé ne soit pas exploité au Cambodge, alors que cette plante réussit admirablement au Tonkin, et que l'analyse chimique a démontré que le thé de Ceylan ne l'emporte en rien sur celui de notre colonie.

On ne cultive pas non plus le gingembre, ni les fruits en vue de l'exportation ou même de la satisfaction de la consommation locale. Il est pourtant certain que les ananas, les bananes, les lectchis, qui ne figurent que dans des collections du jardin botanique de Saïgon, donneraient au pays une richesse précieuse.

Plantes filamenteuses et textiles; le coton; importance économique. — Nous abordons ensuite l'étude des plantes filamenteuses et textiles du Cambodge.

A la première place, on doit mettre le coton, qui occupe aussi un rang important parmi les plantes oléagineuses, comme nous le verrons plus loin.

C'est ici que nous devons rappeler à nouveau l'influence du Mékong dans la vie du Cambodge : tous les plus importants produits de ce pays en sont les tributaires directs (1).

1. Cf. *Bulletin économique de l'Indochine*, nouv. série, n° 42, note de M. Baudoin, administrateur des services civils, sur le coton dans la province de Kompong-Cham ; et celle de M. Brenier, même série, n° 21.

Le coton se cultive, en effet, sur les berges du fleuve, les *chom-cars*, qui sont fertilisées par l'inondation annuelle : on s'y adonne surtout dans la province de Kompong-Cham. Celle de Kratié produit d'ailleurs un sixième de la production totale du royaume, environ 20.000 piculs, ce qui représente 1.200 tonnes par an. On trouve encore ce textile en assez grande quantité dans la résidence de Preywang.

Disons tout de suite que cette culture pourrait très facilement recevoir une considérable et désirable extension, si l'on disposait convenablement à cet effet les nombreuses cuvettes qui se trouvent près du fleuve entre Kratié et les environs de Phnôm-Penh.

La production dépend, en effet, de l'irrigation aménagée dans les terrains plantés de coton : aussi est-elle très variable suivant l'importance et la qualité fertilisante de chaque inondation annuelle. Cependant, on peut dire que le total de la production de coton est environ 7.200 tonnes.

On compte que, dans la province de Kassutin, par hectare, il faut une charrue à deux bœufs et cinq journées d'un homme exercé, pour préparer le terrain à planter en coton.

Les indigènes ne multiplient la plante que par la graine et estiment qu'il faut 18 ou 20 kilos de semence par hectare, ce qui donne environ par même surface 7.000 ou 8.000 pieds et 10 à 18 piculs.

La récolte a lieu à partir du mois de mars et il est

possible de récolter par jour de travail de 8 à 10 kilos de coton brut.

Pour en terminer avec les chiffres, combien produit chaque arbre de capsules ? On admet, mais c'est très approximatif naturellement, que chaque pied se compose de 3 ou 4 rameaux ayant chacun 5 ou 10 gousses, soit environ 20 capsules.

Rappelons que les bénéfiques des indigènes sont appréciables, car ils ont recours à la culture familiale, mais qu'il faudrait les diminuer très sensiblement, pour les colons, qui devraient employer la main-d'œuvre payée.

Culture. — La variété cultivée principalement au Cambodge se nomme gozzypium hirsutum, dont les poils sont très adhérents à la graine. Les soies sont courtes et mesurent 24 ou 25 millimètres au plus. Il commence à avoir une bonne place sur le marché européen, et il est très recherché par les Japonais pour en faire des crépons de coton (1) : ils emploient environ les 9/10 de la production. Il est coté, à Hong-Kong, ordinairement 2 dollars par picul de plus que le coton de l'Inde à cause de sa blancheur et de la facilité avec laquelle il frise.

Les fibres ont été expérimentées en France par

1. En 1904, le nombre de tonnes de coton non égrené exporté au Japon a été de 3.575 et de 1.269 pour le coton égrené. Le rendement en fibres est environ d'un tiers.

M. Amel, manufacturier à Granges (Vosges), et il a conclu à une plus grande finesse de fibres avec une égale résistance en les comparant à l'espèce dite « Louisiane ». Ces résultats ont été consignés dans un rapport publié par le Comité du Commerce et de l'Industrie de l'Indochine (23, rue Taitbout, à Paris).

La production a d'ailleurs augmenté en quelques années, dans des proportions considérables. En 1891, on produisait 25.000 piculs et aujourd'hui près de 150.000. Ce résultat vient de la création qui a été faite dans l'île de Ksach-Kandal d'une usine à égrener, où l'on traite de 90.000 à 100.000 piculs de coton brut ou 30.000 à 35.000 piculs de coton égrené.

Les expéditions sur le Japon se font par balles de 3 piculs.

Aperçu des procédés industriels. — Un phénomène bien curieux s'est produit depuis l'établissement de l'usine, c'est qu'en même temps que la production quintuplait (9.000 hect. cultivés en 1900), les prix suivaient, eux aussi, une marche rapidement ascensionnelle. C'est ainsi que le picul, qui, en 1891, valait 2 piastres 50 ou 2 piastres 25 était, en 1901, au prix de 5 piastres 50 et, en 1904, à 6 ou 8 piastres, ou parfois 8 piastres 20.

Quant au cours du picul de coton égrené, il se tenait vers 21 piastres 75 en 1904.

Comment expliquer cette apparente anomalie ?

« L'usine fondée par M. Praire fait une concurren-

rence sérieuse au commerce chinois, qui drainait autrefois tout le coton de la région pour l'exporter au Japon où il subissait, à l'arrivée, l'opération de l'égrenage. Depuis qu'une usine spéciale avait été fondée au Cambodge, les Japonais recevaient moins de coton par l'intermédiaire des Chinois, car une partie de la récolte était égrenée sur place et expédiée en Europe. Les droits d'entrée au Japon étaient de \$ 0, 394 par picul pour les cotons égrenés et de 5 o/o *ad valorem* pour les cotons non égrenés. En vertu d'une loi votée par la Diète Japonaise, ces droits ont été supprimés à partir du 1^{er} avril 1896. Par suite de cette disposition nouvelle, l'entrée au Japon des cotons non égrenés se trouvait favorisée, les Chinois pouvaient reprendre, dans de bonnes conditions, leur achat de coton au Cambodge. Mais, sur la proposition du lieutenant-gouverneur, on a frappé les cotons non égrenés d'un droit de sortie destiné à combattre l'effet de la loi japonaise. Ce droit se compose :

1^o D'une taxe locale de \$ 0,22 ;

2^o D'un droit de douane de 3 francs par picul.

Dans ces conditions, l'industrie de l'égrenage sur place se trouve remplacée dans ses anciennes conditions » (1).

Jute et ortie de Chine. — Disons un mot du jute

1. Lecomte, *La Production agricole et forestière dans nos Colonies*, p. 497-498. Challamel, 1900. Paris.

et de l'ortie de Chine qui se plaisent bien au Cambodge et servent à fabriquer les filets de pêche et des cordages.

L'ortie de Chine est plus répandue que la jute, moins solide et plus grossière. On en exporte environ 237.000 kilos par an.

Il est fâcheux qu'on n'exploite guère sur place d'une manière industrielle. Les indigènes font généralement eux-mêmes leurs filets. Une corderie prospérerait à coup sûr.

Le Cambodge reçoit aussi environ 120.000 kilos de ces produits venus du Bas-Laos et sert de marché à leur vente.

Mûrier. — Bien que le mûrier puisse être utilisé comme plante textile, on ne l'emploie guère au Cambodge, où, d'ailleurs, il est trop peu cultivé après l'avoir été beaucoup, pour ses feuilles, que les vers à soie, élevés en grande quantité le long du Mékong, mangent pour leur nourriture.

On trouve deux espèces de mûrier. La grande espèce, importée sans doute par les Chinois, est la plus rare et ne se trouve guère que dans les provinces de Kompong-Svai et de Barai.

Par contre, on cultive la petite variété (*morus indica*) sur toutes les berges. On le reproduit par bouturage, un des seuls procédés d'horticulture employés par les indigènes.

Cette plante fait l'objet de nombreuses cueilletes

qui ont lieu après trois mois de plantation de quinzaine en quinzaine, de février jusqu'en août.

Malgré ces particularités favorables, la culture ne prend pas beaucoup d'extension à cause de la supériorité des Chinois en cette matière et l'extrême bon marché des soieries d'Europe.

Pour réagir contre cette situation qui maintient nos soieries métropolitaines de Lyon tributaires de l'étranger pour les 9/10, M. Beau a exonéré d'impôts pendant trois ans les nouvelles plantations de mûrier. On a même essayé d'instruire les indigènes dans le choix des graines.

De ce côté de grands progrès sont aussi possibles que désirables, et la direction de l'Agriculture, des Forêts et du Commerce fait dans ce sens les plus grands et les plus heureux efforts.

Dès maintenant, il faut remarquer, en effet, que l'activité du service de l'Agriculture au Cambodge s'est attachée pendant la fin de 1908 et le début de 1909 au développement de la station séricole de Phnôm, Penh : l'administration s'est efforcée de faire sortir cette dernière de la période de préparation et d'amener les indigènes magnaniers à se fournir de graines de vers à soie sélectionnées.

Les résultats ont répondu aux efforts et dès maintenant la station séricole a marqué sa place dans les institutions utiles comprises par les indigènes.

On récolte encore le *bananier sauvage* dont les

feuilles fournissent des fibres très solides et très fines.

On peut ajouter l'ouate, qui est produit par l'ériodendron anfractuosum, que l'on plante souvent le long des chemins, dans le voisinage des maisons et qui donne un revenu appréciable aux habitants.

Dans ce groupe des plantes textiles, comme dans celui des plantes alimentaires, nombreuses sont les améliorations que nous avons signalées comme désirables pour la prospérité économique du Cambodge.

Insistons sur l'importance qu'il y aurait à l'extension d'un meilleur outillage pour l'égrenage du coton.

Les expériences réussies qui ont été réalisées doivent être un encouragement à perfectionner l'égrenage, car l'égreneuse des indigènes est trop lente pour remplir l'activité des hommes : ce sont des femmes à la maison qui y procèdent, c'est donc de la production inférieure qui compromet le rendement.

La direction de l'Agriculture s'est d'ailleurs attachée à cette question ainsi qu'à des expériences de culture, d'engrais et d'assolements rationnels à la station du Thanh-Hoa, dont les résultats ne pourront qu'être profitables au Cambodge.

Il serait précieux que la racine fût sérieusement cultivée et, par suite, que les difficultés spéciales du défibrage et du dépelliculage soient aplanies.

Le Cambodge a l'avantage encore de voir pousser

sur son sol des jones très fins pour des nattes ; et ils sont à peine exploités : on les connaît en France sous le nom de nattes de Chine.

Mais toujours, en ce pays, on se bute, quand on propose un progrès aux mêmes objections, inertie et égoïsme des indigènes, manque de capitaux, indifférence ou absence des colons européens, insuffisance complète d'un outillage primitif et de connaissances techniques élémentaires.

Plantes oléagineuses : arachide et sésame. — Si nous passons un rapide coup d'œil sur les plantes oléagineuses, nous avons à citer l'arachide et la sésame. Ces deux produits sont cultivés par les indigènes pour leurs besoins personnels : on ne fabrique nulle part l'huile qui en est extraite. Les indigènes emploient cette huile pour les aliments et font griller l'arachide pour des pâtisseries dont ils sont très gourmets.

Le Cambodge exporte au plus par an 400 tonnes de sésame.

Et, cependant, ces deux plantes auraient facilement un emploi abondant et très rémunérateur si on les exportait en grande quantité pour couvrir les dépenses d'exploitation.

Ajoutons que des usiniers chinois de Ksach-Kandal emploient le coton qui fournit 20 o/o d'huile, ce qui est supérieur à la moyenne.

Indigo. — Nous n'avons plus qu'à parler de l'in-

digo, comme produit tinctorial végétal, de la gomme-gutte et de la gomme-laque.

Disons tout d'abord que les indigènes ne s'occupent guère de l'exploitation de l'indigo, parce que les manipulations nécessaires à l'extraction du produit sont longues et assez délicates. D'ailleurs tel qu'il sort de leurs mains, il est si imparfait qu'il est inutilisable en Europe : il est consommé sur place. Préparé par eux, il présente l'aspect d'une pâte bleu-noir, plus ou moins liquide selon le soin avec lequel il a été égoutté et ne contient que 2,50 ou 2,75 d'indigotine, le reste du mélange étant composé de chaux, de matières minérales et d'eau. Ajoutons que ce produit est de plus en plus menacé par l'indigo synthétique, depuis que l'on fabrique des teintures extraites des résidus de la distillation de la houille.

Cependant 7.000 hectares lui sont consacrés en cultures très disséminées, et des procédés nouvellement mis en œuvre pour l'extraction de l'indigotine ont donné des résultats encourageants.

Citons en terminant les plantes à parfum telles que la galangue (*Alpinia galanga*) ; l'ylang-ylang, le frangipanier, le champoc, le jasmin sambac.

CHAPITRE IV

LES FORÊTS

Nous avons maintenant, pour achever l'examen des richesses de la flore du Cambodge et leur emploi économique à jeter un rapide coup d'œil sur ces forêts énormes qui bordent les frontières de Cochinchine orientale et d'Annam, qui croissent de la Chaîne des Éléphants aux bords du Mékong, dont les eaux les font vivre aussi et les fertilisent, en même temps qu'elles permettent à l'exploitation de faire descendre sans frais d'énormes trains de bois depuis les montagnes jusqu'à la mer.

Les essences (1) y sont très nombreuses, beaucoup même sont inconnues et le défrichement permet parfois de véritables découvertes. Mais ces forêts contiennent en grande quantité des arbres très précieux par l'usage qu'on en fait soit dans le pays même soit en Europe. Citons dès maintenant le kranhung ou

1. Voir la *Flore forestière de l'Indochine*, de M. Pierre.

bois de rose, le néangnon ou bois orangé ; à côté de ces bois de luxe se trouvent des bois durs et très résistants qui permettent bien des usages en carrosserie avec lesquels on fait des pavés de bois, qui sont fabriqués près de Vinh.

D'autres arbres sont très souples et très résistants comme le rotin.

Le dom-rouge, l'arbre à gomme-gutte, qui donne une belle couleur jaune à la peinture à l'eau ou aux vernis à l'alcool et à l'essence. L'insecte de la laque se trouve sur le dom-chrey (rubiaceé) ;

Le dom-tatran, l'arbre sacré qui sert à la construction des pagodes, à la sculpture des idoles et à la fabrication des cercueils ;

L'écorce du dom-tum-chee donne des bâtons odoriférants brûlés dans les pagodes ;

Le dom-kleny-cong, dont on extrait un poison pour les animaux nuisibles ;

Le banian ou dom-po (morée), arbre sacré du bouddhisme ;

Le dom khnoug, qui est assez résistant pour le charonnage et qui est plus beau que le palissandre ;

L'arbre à gutta, qui fournit de 20 à 37 o/o de gutta ;

L'aréquier, qui produit une noix recherchée de toute la contrée ;

Le mac-lua, et le gambier qui fournissent une belle teinture noire ;

Enfin citons les lianes et les arbres dont on commence à extraire le caoutchouc.

Nous croyons d'ailleurs devoir, pour ne point fatiguer le lecteur par une énumération nécessairement pénible, mettre sous ses yeux un tableau des principales essences d'arbres que l'on trouve dans les forêts du Cambodge, en indiquant l'usage qui est fait de chacun d'eux (annexe).

Nous signalons que, comme pour la pêche, la coupe du bois n'est pas absolument libre ; il faut combattre des déprédations qui se font nombreuses surtout au bord des rivières où les arbres ont quelque valeur.

Un arrêté du gouverneur général en date du 8 avril 1899 a organisé, en effet, la police et l'exploitation des forêts en rendant applicables au Cambodge les dispositions réglementaires prises pour la Cochinchine.

Cependant, pour procéder progressivement, l'administration n'applique que certaines dispositions du 9 janvier 1895 (circulaire ministérielle du 30 juin 1899).

Un commerçant qui désire exploiter une forêt doit être muni d'un permis de coupe qui lui sert de patente et coûte 140 piastres ; le permis lui donne la possibilité de commissionner le nombre de bûcherons dont il aura besoin, toute commission devant être écrite sur

papier timbré et signée à la fois du garde du secteur et de l'exploitant.

Quant aux taxes de grosseur et d'équarrissage des coupes, elles ne sont payées qu'au moment de la vente : c'est un ancien usage indigène.

Mais les habitants peuvent, pour leur usage personnel et en le demandant à l'administrateur, prendre tout le bois qui leur est nécessaire.

Notons enfin que l'incendie de forêts est puni d'une amende de 29 piastres (1).

Direction de l'agriculture, des forêts et du commerce. — Mentionnons enfin un organe d'une utilité économique très importante pour diriger les indigènes et les colons vers la meilleure utilisation du terrain aussi bien dans l'intérêt de la métropole que des habitants eux-mêmes : c'est le Service Forestier, créé et rattaché le 7 février 1901 à la direction de l'Agriculture, des Forêts et du Commerce. Ce service était à l'origine composé d'une centaine de Français auxquels sont adjoints trente-deux indigènes et a été légèrement accru. Malgré ce petit nombre du personnel, les avantages de cette institution sont rendus manifestes par l'accroissement des recettes que nous reproduisons.

1. Voyez en outre l'arrêté du 17 octobre 1905 sur la réglementation des exploitations et du service en général.

1901 recettes.....	238.000	piastres(de 2fr. 65 environ)
1902 —	294.000	—
1903 —	382.000	—
1904 —	441.000	—

Dans la même période, les dépenses, qui sont en 1901 de 104.000 piastres, ne dépassent pas 238.000 piastres en 1904. L'excédent de recettes est donc bien net.

Pendant la période du 1^{er} juillet 1908 au 30 juin 1909 5 coupes d'une contenance totale de 57 hectares ont été exploitées et ont produit 1.044 stères de bois de feu et 180 mètres cubes de bois d'œuvre(1).

1. Voir tableau 1 (*Bull. écom.*, p. 516, n° 81).

CHAPITRE III

LES ANIMAUX

Le tableau d'ensemble des productions naturelles du Cambodge serait incomplet si, avant d'examiner les manifestations économiques qui sont le fait soit spontané soit réfléchi des habitants ou qui représentent les conséquences des prescriptions gouvernementales, nous ne faisons pas une étude rapide, d'une part, des animaux économiquement utiles ou utilisables qui se rencontrent dans le pays et, d'autre part, des richesses minières, qui demeurent encore à peu près inexploitées.

Nous avons déjà vu que le fleuve contient de nombreux poissons, que la crue amène avec elle de nombreux animaux aquatiques, nous allons examiner maintenant les autres animaux terrestres. Ceux-ci vivent soit dans les pâturages très riches qui proviennent de l'humidité de la terre à proximité des cours d'eau ou des eaux stagnantes qui subsistent après le retrait des eaux.

Animaux domestiques. — Parmi ces animaux quelques-uns sont domestiques ou domesticables,

d'autres se chassent dans les forêts, et certains même donnent ou peuvent donner lieu à un mouvement économique.

Parmi les animaux domestiques du Cambodge, les deux principaux sont les *bœufs* et les *buffles* qui servent d'animaux de trait et sont les seuls moyens de transport à l'intérieur et permettent les travaux de défrichement.

On peut ici ajouter les *chevaux* de petite taille qui sont d'une force et d'une rapidité très grandes, mais qui sont, au Cambodge, tenus pour des animaux de grand luxe et réservés aux mandarins.

Ces trois espèces d'animaux croissent et multiplient librement dans les prairies, mais les indigènes qui n'ont aucune idée de l'utilité de la sélection, allaient même jusqu'à sacrifier avec indifférence les buffles ou les vaches; à tel point qu'il fallut des interdictions du gouvernement général.

Cependant, il faut reconnaître qu'un mouvement général dans le sens de l'élevage, bien faible sans doute, se dessine mais subit des retards, par suite d'épizooties, même chez les colons européens. C'est un malfréquent parmi les animaux des indigènes, qui ne les soignent point. Le plus souvent, ces animaux vivent en liberté et ne sont parqués que quelques jours avant les labours ou au fur et à mesure des besoins. Leurs propriétaires les laissent se couvrir d'immondices, les couchant pendant des mois sur leur propre

fumier. Ils les entassent dans des endroits putrides. Aussi, dès qu'une maladie contagieuse se déclare parmi ces bêtes, les ravages sont-ils terribles. Les indigènes s'en détournent alors encore plus de toute idée d'élevage.

Cependant, un colon européen, malgré ses soins, a perdu, par exemple, dans la province de Kampot, en une seule année, 42 juments. Dans la province de Kassutin et de Srey Santhor les chevaux sont beaux ainsi que les bœufs ; on les y élève. Le dernier recensement accusait : 35.000 bœufs, 24.000 buffles et 5.000 chevaux.

La résidence de Soai Rieng est aussi en bonne situation au point de vue de l'élevage. A la même époque que plus haut, on relevait les chiffres suivants : bœufs et vaches : 13.000 têtes, buffles et bufflesses : 22.500 ; chevaux et juments : 2.600.

Dans cette même province, les buffles sont beaux et exportés, vendus sur place, vers Krat et Kampot. Mais généralement, on n'en élève que le nombre nécessaire aux besoins domestiques ou de transport.

Cependant, un mouvement récent se dessine pour les exportations à Manille et les îles Philippines. La statistique officielle donne, pour les six derniers mois de l'année 1909, une exportation vers Manille de 7731 bœufs et de 1431 buffles.

On trouve des *porcs*, qui se vendent 14 à 15 piastres le picul. On en exporte un peu. Il faut signaler l'in-

troduction de porcs de race française qui, apportés par un colon européen viennent bien. Cet animal est aussi élevé en grand à Krat et forme la base de l'alimentation indigène. L'abatage de ces animaux entraîne la perception d'une taxe (ordonnance royale du 30 décembre 1848).

Si les volailles ne sont pas rares, c'est qu'elles sont très difficilement frappées de maladie. Mais leur prix est toujours plus élevé qu'en Cochinchine.

On rencontre aussi quelques *chèvres*, et récemment on a tenté avec succès un croisement de béliers de l'Inde avec des brebis de Chine. Tous les animaux qui en sont nés sont beaux et vigoureux.

Signalons enfin les *éléphants* qui peuvent être pris pour être domestiqués, et mis dans des parcs, mais ils se font assez rares ; ce sont des animaux de luxe réservés aux grands personnages. Pour en arrêter la destruction par les indigènes, le roi Norodon a rendu, le 26 octobre 1901, une ordonnance ne permettant la capture de ces animaux que vivants, de même qu'on en a prescrit l'immatriculation et réglementé la vente (arrêté du 24 février 1899).

Pour les apprivoiser, on les attire dans des parcs placés dans le voisinage de leur habitat et on les y enferme.

Les indigènes ont une grande terreur des ravages considérables que font ces pachydermes en une nuit, quand ils passent dans les récoltes.

Animaux sauvages.— Quant aux animaux qui sont demeurés sauvages et qu'on chasse, parmi les principaux, il faut citer encore les buffles, les bœufs, puis les sangliers, quelques cerfs et des rhinocéros. Ces animaux sont recherchés pour leurs cornes dont on fait un assez fort trafic à Kratié.

Dans certaines régions de forêt, on rencontre aussi des tigres, des panthères et des éléphants sauvages en assez grande quantité, dans la résidence de Kompong Thom, par exemple. La corne de rhinocéros, réduite en poudre est, dans la tradition populaire, un talisman, qu'on introduit dans les médicaments. Il faut ajouter le lièvre, le paon, la perdrix, le coq et la poule sauvages.

Tout cegibier, comme les animaux aquatiques dont nous avons parlé plus haut, se chasse assez facilement, au moment où il est emprisonné par les eaux de la crue.

Citons enfin les nombreuses tortues du golfe de Siam, qui fournissent une assez forte quantité d'écailles.

En dehors de l'exportation des animaux vivants, le commerce des peaux de bœufs et de buffle surtout et un peu de cerfs, de sanglier, de tigres, etc... atteignait, vers 1905, 1.500 tonnes dirigées en meilleure partie sur Saïgon et Singapour.

Une bonne part, près de la moitié du bétail vivant va en Cochinchine.

CHAPITRE IV

LES MINERAIS

Bien que le Cambodge soit un pays plus spécialement de plaine, il contient aussi quelques richesses minières, dont nous devons parler. Il est incontestable que, là aussi, une extension considérable pourrait être donnée aux entreprises.

Minerais de fer. — Il existe dans la montagne de Phum Deck (circonscription de Kompong Thom), des mines de fer. Ce minerai est depuis longtemps exploité par les Kouys, que les Cambodgiens méprisent comme des sauvages.

On désigne ces minerais sous le nom soit de pierre lourde soit de pierre légère. La première est plus riche en métal, mais le métal est mou et convient moins bien, de l'avis des indigènes, que le second à la fabrication des armes, des instruments tranchants, des outils d'agriculture et les fers de scie. Le minerai est un oxyde de fer contenant 70 o/o de métal; son rendement par le procédé cambodgien, est d'environ 65 à 66 o/o.

Au feu, le fer est très pur. A l'étirage, il est très doux et très malléable; la cassure est nette et à grains serrés et fins.

Il peut fournir un acier ordinaire. Pour travailler le fer, les Cambodgiens emploient le charbon de bois. Il en résulte un fer carburé qu'on peut tremper.

Citons à ce propos le passage suivant de M. Fuchs dans son *Mémoire sur les gîtes métalliques de l'Indochine*, page 104 : « l'hématite pure (pierre lourde), compacte, ou fragmentaire; la limonite pure ou faisant partie du conglomérat tufacé (pierre légère), enfin la sidérose, constituent des minerais de fer d'une grande richesse, comparable à celle des minerais pyrénéens.

» Leur pureté est en rapport avec leur teneur élevée en fer; les analyses faites sur les échantillons rapportés par M. Boulangier ayant montré l'absence totale du soufre ou des traces insignifiantes de phosphore.

» Les minerais de Phum Deck sont donc des minerais de choix, se prêtant parfaitement aux nouvelles méthodes de la métallurgie du fer et pouvant donner, dans les meilleures conditions possibles, d'excellents aciers Bessmer ou Martin. »

Les procédés d'extraction et de transport sont encore primitifs. Mais on s'étonne que de pareilles richesses soient ainsi négligées.

Pierre à chaux. — On trouve encore, en assez grande quantité, la pierre à chaux. On l'exploite dans des mines situées :

1° A Phnôm-Tratung (province de Buntéaiméas) ;

2° A Phnôm-Kaulang (province de Péam) ;

3° A Phnôm-Sâ (province de Kampot).

Phnôm-Penh emploie toute cette chaux, vendue 4 francs les 100 kilogs, pour les bâtiments.

Les indigènes fabriquent encore de la chaux très inférieure avec des coquillages.

Nous verrons que l'argile du sol, très commune au Cambodge, est très employée pour faire de la brique.

Grès. — On trouve encore du grès fin à Kampot, dont on fait les pierres à aiguiser et les statues bouddhiques qui sont répandues dans tout le pays : au moment des hautes eaux, les jonques viennent en charger au pied même des montagnes.

On extrait cette pierre à ciel ouvert, de père en fils, par des moyens très primitifs, et il n'y a guère qu'une centaine d'ouvriers, parce qu'une croyance populaire veut que ceux qui s'occupent de ce travail aient la vie courte.

Mais il faudrait des perfectionnements, car cette nouvelle ressource du sol pourrait être très utilement exploitée.

Granits. — A côté de cette pierre, s'en trouvent de très dures pour les routes, du granit feldspathique

dans la résidence de Takéo, notamment à Léai Bor où il est à fleur de sol, dans Tréang.

A Kompong Cham, le basalte et le quartz sont abondants.

Dans la résidence de Pursat, le marbre, et dans la montagne de l'Éléphant, le charbon qu'on y a signalés, ainsi que le gisement aurifère qui a été prospecté en 1894 par la Mission Pelletier à Botkham, sur la Sénace, demeurent, comme presque toutes les pierres que nous venons de rappeler, à peu près complètement inexploitées, faute de main-d'œuvre, de moyens de transport et de capitaux, car les montagnes se trouvent comme prisonnières des impénétrables forêts qui les séparent du fleuve.

DEUXIÈME PARTIE

L'INDUSTRIE

Avec examen des industries qui se rencontrent au Cambodge, nous changeons un peu le point de vue de notre étude.

Jusqu'ici nous avons examiné les richesses naturelles de notre pays de protectorat. Nous les avons reconnues considérables. Nous avons constaté que le Mékong sème autour de lui d'inépuisables ressources, qu'il les renouvelle, qu'en se retirant il permet au sol de présenter, fécondé par les alluvions, de nouveaux produits, et qu'en tous temps il sert de moyen de transport le plus vaste et le plus économique, allant même jusqu'au pied des montagnes, prêt à prendre les minerais ou les pierres qu'on en extrait pendant la décrue.

Désormais nous désirons examiner l'industrie des indigènes et des habitants, la façon dont ils travaillent et dont ils font prospérer le pays qui est entre leurs mains. Nous joindrons à cette étude un bref exposé de la direction que le protectorat français

donne à cette mise en valeur économique, de l'ordre qu'il y introduit et de l'impulsion qu'au besoin il doit lui donner, tant par les travaux qu'il faut entreprendre que par les moyens de faciliter les entreprises.

La même constatation que plus haut s'impose : les indigènes n'y participent guère. Nous l'avons signalé à plusieurs reprises dans la première partie de notre étude, le Cambodgien vit en famille, ne travaille que pour ses besoins personnels et, le labeur achevé, ne songe aucunement ni à accroître son bien-être, ni à faire prospérer les terres qu'il a devant lui, si grosses soient-elles de richesses naturelles.

Aussi ne figure-t-il guère dans les entreprises industrielles que nous allons passer en revue, laissant place aux Chinois, aux Annamites et aux Européens.

§ 1. — *Industries du coton et industries du bois.*
— La principale industrie, actuellement, est une usine d'égrenage du coton, aux mains d'une société chinoise. Elle est à Khsach-Kandal. Cette usine date de 1890 ; ayant appartenu à des Français elle a été achetée en 1898 par la société chinoise Nam-Hée et C^{ie} qui traite 110.000 piculs de coton brut par an, soit 6.600.000 kilos produisant 35.000 piculs de coton égrené. La direction technique en a été laissée à un Européen.

On fait deux parts des produits de l'usine : l'huile est dirigée sur Saïgon (200.000 kilos) tandis qu'on exporte le coton égrené au Japon par balles de 3 piculs. Les tourteaux, provenant de la fabrication de l'huile, sont vendus à Cholon et à Kampot aux cultivateurs de poivre qui les emploient comme engrais.

Les scieries sont assez nombreuses, mais une d'elles est très importante: elle est à vapeur et est située dans l'île de Kas Longnien. Il faut cependant signaler une autre scierie mécanique appartenant comme la précédente à un Européen et installée à Stung-Tang.

On en trouve cinq autres dans la résidence de Kandal, une à Kampot.

Ces scieries débitent de nombreuses planches utilisées sur les chantiers de Kompong-Tralach et de Kompong-Tachès pour la construction des grandes jonques, barques et sampans.

On emploie aussi certaines essences de bois très dur pour des pavés de bois en France.

Il est certain qu'un grand avenir serait réservé à toute entreprise qui s'installerait sur les rapides du fleuve.

Il faut mentionner l'industrie des pirogues à laquelle les indigènes se livrent assez activement particulièrement avec le Koki, qui se trouve en grande quantité dans Thpong et dans l'ouest de Somrong-Tong. On fabrique ces barques appelées Komrols particulière-

ment dans la circonscription de Kompong-Thom et dans celle de Stung-Treng ; dans cette dernière province, on y joint la fabrication des rames ; ces produits sont particulièrement vendus à des Malais, qui s'y rendent à cet effet tous les ans.

Il est certain que ces industries du bois pourraient, si elles étaient bien exploitées, donner des bénéfices considérables. Nous avons signalé un avenir très profitable à toute entreprise qui s'installerait du côté de Khône sur le fleuve ; signalons de même que dans l'île de Chuang résidence de Krat (Kas-Kong), une exploitation forestière aurait un important débouché assuré auprès des Siamois.

Signalons aussi la création récente par un Français à Roumlieh d'une industrie d'égrenage de l'ouate, qui servira à créer une entreprise secondaire de matelas et capitonnages de couvertures et papier kapok.

Il serait bon de dire ici un mot de deux industries connexes ou du moins tributaires de la végétation et de l'industrie du bois : celles de la *vannerie* et *sparterie* et des *nattes* et *matelas*.

Les deux industries sont assez répandues, la première s'exerce un peu par tout le royaume, la seconde se rencontre particulièrement sur les rives du Tonlé-Sap et du Bassac.

Les matelas et les nattes matelassées s'exportent particulièrement vers Saïgon.

Quant à la vannerie et à la sparterie, qui est une industrie vraiment indigène, on emploie des bambous, des rotins, et des feuilles de palmiers spéciaux.

Les Cambodgiens emploient surtout les feuilles séchées du *Livistonia saribus*. Les nattes ainsi fabriquées se nomment phihol. Ils en font des toitures, des tapis, des cloisons, et enfin des chapeaux très prisés des Annamites.

Vers 1898 le cours était de 3 piastres environ le cent ; les feuilles du rondier, pour le même usage, valaient seulement un peu plus de 1 franc le cent.

Enfin, il faut citer dans cette catégorie les cordages très recherchés par les marins et bateliers, qui sont fabriqués à Kompong-Cham et dans la résidence de Strung-Cheng avec l'ortie de Chine et la ramie.

§ 2. — *Distillerie et décortication du riz.* — On trouve encore de nombreuses distilleries pour la fabrication de l'alcool de riz. Elles sont le plus souvent aux mains des Chinois, et certaine entreprise peut produire par jour 2.000 litres d'alcool de riz à 35 degrés.

On en compte deux dans la province de Kampot, une assez importante à Banam (résidence de Prey-Veng) ; deux dans la résidence de Soai-Rieng : la première à Soai-Rieng, la seconde Sœnoc ; deux dans la résidence de Takéo : la première à Bayo à 2 kilomètres à l'est de Takéo ; l'autre à Pac-Nam sur le Bassac, dans la province de Kas-Thom ; deux dans la résidence de Kompong-Cham. Elles

sont importantes : l'une est établie au chef-lieu, l'autre à Chihé, qui est un centre important chinois de la province de Srey-Santhor. Cette dernière a produit d'excellents alcools à 54 degrés exposés à Hanoï. Nous avons déjà dit que pour la distillerie, l'espèce de riz spécialement employée est le nep (riz gluant).

« On décortique le riz au moyen d'un appareil cylindrique composé de deux parties d'égale dimension placées l'une sur l'autre et faites d'une sorte de crin en bambou tressé, remplies de terre argileuse compacte.

» La partie inférieure est pleine et fixe, la partie supérieure, creusée en forme d'entonnoir, tourne sur la première autour d'un axe passant par le centre, entraînant les grains de riz dont l'écorce est triée par de petites lames de bambou encastrées dans l'appareil qu'un indigène met en mouvement (1). »

On jette ensuite la graine dans des marmites appelées *voc* et on la recouvre d'eau. On place sur la marmite un couvercle et on fait bouillir pendant environ une heure. On étale ensuite le riz sur des claies recouvertes de nattes pour le refroidir.

L'opération suivante consiste à mélanger le riz avec de la levure, en le remuant à l'aide d'une spatule. On jette ensuite le mélange dans des récipients

1. Notice de la circonscription de Kompong-Cham.

fermés où il macère pendant quatre jours. Au bout de ce délai, par fraction de 4 kilogrammes de riz cru, on ajoute 5 ou 6 litres d'eau. On laisse le tout découvert pendant un jour et le jour suivant on distille dans des alambics.

Dans les distilleries, l'appareil courant est ainsi constitué : c'est un fourneau ordinaire ; on emploie une marmite en fonte fermée de forme conique. La partie inférieure de cette marmite est en bois. Au-dessus, se trouve un dôme en fer auquel est adapté un tube adducteur en bambou de 3 mètres de long environ. Ce tube aboutit à une jarre réfrigérante en plomb plongée dans l'eau.

La distillation dure environ deux heures. On recueille, pour 16 kilogrammes de riz, 0 \$ 20, mais on peut réaliser un gain supérieur en opérant sur de grandes quantités.

Bien entendu, tous ces procédés, fort primitifs en somme, sont très perfectionnés dans les distilleries importantes établies par les Européens ou les Chinois.

§ 3.—*Industrie de la Soie.*— L'industrie de la soie, comme nous l'avons dit, est en décroissance au Cambodge. Elle était jusqu'ici familiale, chaque femme élevant le vers à soie tout en s'occupant du ménage et en filant les effets de soie nécessaires à la famille, des sampots particulièrement. Cette industrie pouvait, en se développant, prendre une impor-

tance économique importante, en fournissant à la métropole, Lyon en particulier, les soies grèges que cette région se procure actuellement à l'étranger. C'est ce qu'ont pensé les diverses commissions qui ont étudié cette question et particulièrement la mission lyonnaise qui, il y a quelque dix ans, a été envoyée en Indo-Chine par la Chambre de commerce de Lyon, et qui concluait à l'avantage certain qu'il y aurait pour les maisons métropolitaines à fonder dans la colonie des succursales destinées à les alimenter, car il est reconnu que la soie du Cambodge est de premier ordre.

Malheureusement, d'une part, les indigènes n'apportent aucun fini à leur produit, leurs moyens et leurs outils sont insuffisants ; d'autre part, dans l'état actuel de la production, ce n'est, nous venons de le dire, presque pas un sujet de commerce.

Une des raisons pour lesquelles la soie disparaît du Cambodge, c'est l'extrême bon marché des soies vendues par des chinois de Korat ou d'Oubone et des cotonnades de fabrication française.

Il faut former les indigènes à l'application des procédés de Pasteur pour la sélection des graines. C'est ce qu'un essai de M. Doumer n'a malheureusement pu réussir. Mais depuis, les indigènes ont obtenu avec ces graines saines un rendement quadruple des graines en cocon. Aussitôt celui des magnaneries dirigées par les Européens a-t-il été décuplé.

On commence à répandre à des prix bon marché des petites bassines à feu nu, et les soies grèges qui en sont résultées ont été cotées de 32 à 33 francs le kilo sur le marché de Lyon.

Ces encouragements et d'autres moins importants, joints à l'exonération des plantations nouvelles, peuvent donner un essor heureux à la production séricole du Cambodge.

On exporte un peu de soie au Laos au prix de 5 ou 6 piastres la livre indigène de 600 grammes.

Les indigènes teignent leurs soies avec des teintures végétales à base de gomme laque, d'indigo et d'écorces d'arbres. Le dessin est très simple et presque toujours le même indéfiniment répété.

Les fils sont tissés sur des métiers en pièces de soie brute de 15 mètres de longueur sur 0 m. 90 à 1 m. 10 de largeur.

Le sampot est vendu de 5 à 15 piastres suivant la couleur et la qualité. Le tissu indigène, malgré son peu de fini, est très résistant.

L'industrie de la soie a pour principaux centres Kassaurong et Kassutin, dans la province de Kompong-Cham, où se fabriquent des sampots très estimés, pour la consommation locale dans les résidences de Krat et de Kratié. Les soies de Lovea-Em (Preyweng) ont été primées au concours agricole de 1904. Les plantations sur les chamcars dans les

provinces de Kas-Thom et de Lœnk-Dek sont appelées à un grand avenir.

§ 4. — *Teintureries*. — Dans toutes les régions où nous venons de voir qu'on tisse la soie, se trouvent tout naturellement de petites teintureries. Le rouge est produit par la graine de champu ou rocouger, le bois et les racines du sbeng, le bois de *sang-kê* (arbre à laque); le jaune, par le *khlem-khle* (sorte de liane), le khlem-khnor et le sambac prahut; le noir, par le khlen.

§ 5. — *Chaufourneries, briqueteries, fonderies*. — Signalons à Phnôm-Caulang (Kampot) une très importante chaufournerie, susceptible d'agrandissements et d'améliorations. Il est regrettable qu'elle se trouve sur le canal intermittent de Vinh-Tè.

Les terrains argileux de la province de Kompong-Chnang sont utilisés pour faire des briques, des marmites et des poteries très estimées et qu'on exporte en Cochinchine, en Bas-Laos et dans tout le Cambodge.

On a établi cinq briqueteries dans la résidence de Kandal.

Rappelons l'industrie du fer qui sert à fabriquer des armes et des instruments divers dans la province de Phnôm-Dèk.

§ 6. — *Industries des sous-produits de la pêche : huile et graisse de poissons*. — Il ne faudrait pas omettre de rappeler que les sous-produits de la

pêche sont matière à une industrie actuellement en croissance; les huiles et graisses de poissons, les colles de poisson, dont on distingue jusqu'à quatre sortes.

C'est ici qu'on peut regretter qu'on n'établisse pas sur le bord du Grand-Lac une ou plusieurs usines pour traiter les déchets du poisson, qui sont très employés comme engrais au Japon, ainsi que nous l'avons dit.

Comme industrie accessoire de la pêche, rappelons la fabrication des engins et des barques.

§ 7. — *Préparation des peaux et cornes.* — *Conserves alimentaires.* — Enfin citons une industrie qui peut surprendre de la part des Cambodgiens si apathiques : dans la résidence sigiboyeuse de Pursat, les indigènes pratiquent sans compter la vente des peaux et des cornes, la fabrication et la préparation de conserves et de venaisons, dont ils retirent un bénéfice important.

§ 8. — *Orfèvrerie.* — Les bijoux et les travaux d'orfèvrerie du Cambodge sont finement ciselés.

TROISIÈME PARTIE

ROLE ÉCONOMIQUE DES HABITANTS SUIVANT LEURS RACES

Cette étude de l'activité privée des hommes au Cambodge vient donc de nous montrer clairement ce que nous avons déjà laissé pressentir plusieurs fois que les habitants indigènes dédaignent toute activité.

Effacement économique des Cambodgiens : leur outillage. — Ils se laissent volontiers entraîner à la monoculture et, bien entendu, la plus facile, le riz ; ils n'exploitent que pour leurs besoins particuliers et leurs vices.

Mais ils laissent l'exploitation et le travail à qui veut les prendre ; ils se tiennent éloignés de toutes les modifications que l'industrie et le progrès modernes introduisent dans la vie.

Nous les avons vus s'en tenir aux procédés de culture les plus primitifs, aux appareils industriels les plus rudimentaires.

Ils emploient pour leurs labours une petite charrue

en bois dur, une herse, la bêche et la faucille.

Ils n'ont aucune notion d'horticulture et ne cultivent guère les fleurs, qui poussent cependant si facilement dans ce pays, nous l'avons dit. Le greffage et les engrais sont pour eux choses inconnues et ils restent peu sensibles aux exemples qu'on leur donne, comme les jardins d'essai qui se multiplient, la remise des graines qu'on leur remet, comme les graines de cotonniers, par exemple, ou des arbres fruitiers. Ils détruisent, sans méthode et sans remplacement les forêts, dont ils utilisent les bois à peu près au hasard.

Les animaux, qui pourraient devenir une source d'importants revenus, comme les volailles ou les animaux de ferme ou d'étable, sont laissés à l'abandon, sans soins, paissent, se multiplient au hasard et se déciment par milliers au moment des terribles épizooties qui apparaissent si souvent dès le début des grandes pluies.

Cependant, ils sont dociles, c'est le bon côté de leur indifférence.

Pour la soie, ils en perfectionneraient peut-être les procédés s'ils recevaient la direction de quelques Chinois cantonais qu'on pourrait recruter à cet effet ; mais ils ne comprennent guère l'avantage qu'il y aurait à améliorer la race de leurs vers, ou perfectionner le dévidage, ou changer leurs bassines primitives.

Nous verrons les efforts de l'administration pour les tirer de cette apathie, par des concours agricoles ou des foires périodiques avec primes, ou des fermes modèles et des haras, où on met des juments de race étrangère pour relever si possible la taille des chevaux indigènes, comme à Kassutin, par exemple.

Un des excitants pour le Cambodgien à cultiver un peu, c'est que l'usage du troc ou paiement en nature est encore fort répandu dans ce pays : aussi, pour pouvoir se procurer des objets, indispensables bien entendu au strict minimum de l'existence, se décide-t-il à travailler : s'il est pêcheur, il pêche ; s'il est chasseur, il chasse ; s'il a des rizières ou des animaux, il cultive le riz, ou soigne ses bêtes.

Comme conséquence aussi de cet état d'esprit, c'est, d'une part, que la grande culture est à peu près inconnue et que, d'autre part, dans l'exploitation l'entreprise revêt la forme familiale, c'est-à-dire que la main-d'œuvre payée en argent est très rare chez les Cambodgiens ; les chamcars et poutéas sont toujours mis en valeurs par leurs propriétaires.

Les rizières qui appartiennent au roi à titre privé sont l'objet de locations dont le revenu est perçu en argent tous les ans par des mandataires. Quelques membres de la famille royale détenteurs de rizières procèdent de même, mais le revenu est souvent payé en nature ainsi que pour les champs des pagodes cultivés par les habitants. La part de la récolte

revenant à celle-ci est apportée comme offrande.

Contrat de travail indigène. — On ne connaît guère, entre indigènes, qu'un contrat de travail, c'est le métayage. Sauf conventions contraires, le propriétaire et le fermier se partagent les fruits par parts égales. Mais il n'est pas remis d'argent ni d'un côté ni de l'autre ; encore ce mode d'engagement est-il tout à fait exceptionnel et seulement pour les rizières : seuls quelques mandarins y recourent.

Le Cambodgien est, en effet, si profondément attaché à son indépendance, que rien, même un contrat en règle, ne peut le retenir, s'il trouve qu'il a suffisamment gagné pour les besoins qu'il veut satisfaire.

Beaucoup habitent temporairement en un endroit, comme les antiques Germains ou les Gaulois, incendiant la part de forêt qu'ils veulent habiter, dans une nature généreuse qui, pour un maigre travail, leur donne aisément de quoi vivre. Ils imitent un peu les sauvages dont parle Montesquieu, qui, pour avoir du fruit, jettent l'arbre à terre.

Régime de la propriété. — Ces quelques remarques nous conduisent à l'examen du double problème de la propriété et de la main-d'œuvre au Cambodge.

En principe le roi est le propriétaire éminent de tout le territoire Cambodgien (1) et légalement, au

1. V. *Le Cambodge* de M. Aymonier, t. I.

moins primitivement, la propriété du sol n'existe pas pour les indigènes : ils n'auraient droit à aucune indemnité en cas d'expropriation ; tout abandon de la terre par les exploitants pendant trois ans équivalait en effet à une expropriation. La législation, par suite, ne prévoit aucune transaction relative aux terrains sans l'approbation des mandarins qui, seuls, peuvent les authentifier au nom du roi. Mais c'est un fait extrêmement rare. La notoriété publique est le seul titre de propriété.

Dès le début du protectorat, on a parlé d'établir la propriété privée au sens européen du mot. Mais les Cambodgiens n'ont pas toujours bien saisi le sens de cette intention, et ils ont cru qu'on « voulait mettre en échec la souveraineté du roi et la possession de faits des sujets, prêts alors à se soulever pour défendre cette propriété que les protecteurs menaçaient en croyant la constituer ».

Les terres qui reviennent au roi par suite de déshérence sont données à des serfs royaux ou à des particuliers.

Les biens de mainmorte sont de plusieurs espèces :

Les domaines religieux, propriétés de certaines pagodes ; ces terres sont louées aux indigènes du voisinage, en nature ;

Les « champs de fonctions » dont on emploie les revenus à l'entretien de certains fonctionnaires ;

Les biens communaux, où tout habitant d'une cir-

conscription, d'un village, d'un district, etc., peut s'établir et en recueillir les fruits.

Trois ans de possession suffisent pour créer, comme trois ans d'abandon suffisent pour perdre la propriété individuelle, qui entraîne avec elle le paiement de l'impôt foncier des jardins ou du dixième des fruits pour les rizières.

La propriété peut se perdre encore, très rarement, par la volonté royale expresse ou par confiscation judiciaire.

Les ventes sont souvent temporaires à réméré : l'époque de rachat restant à la volonté du vendeur.

Cependant, lors de son couronnement, le roi Sisowath promit solennellement de donner des bases solides à la propriété indigène qui, on le voit, ne reposait que sur l'usage. C'était d'ailleurs la réalisation d'une des clauses de la convention du 17 juin 1884 ainsi stipulée : « Le sol du royaume, jusqu'à ce jour propriété exclusive de la couronne, cessera d'être inaliénable. *Il sera procédé, par les autorités françaises et cambodgiennes, à la constitution de la propriété au Cambodge.* Les chrétientés et les pagodes conserveront en toute propriété les terrains qu'elles occupent » (art. 9). On chercha pendant plusieurs années la réglementation à créer dans ce but. Mais cette question était liée à celle du cadastre, dont le service avait été créé par un arrêté du gouverneur général le 22 février 1896, et ce travail se

rattachait lui-même à la confection de la carte au 1/40000 du royaume.

Ces dispositions ont enfin abouti et la propriété individuelle a été établie au Cambodge, comme l'indique M. Klobukowski dans le discours prononcé par lui le 27 novembre 1909 à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil supérieur, par une ordonnance du 24 janvier 1908, « complétée par deux nouveaux actes de l'autorité royale en date des 7 et 13 mai 1909, ayant pour but de faire cesser l'incertitude des droits fonciers par la délivrance de titres de propriété mieux établis et rendus obligatoires. Le bénéfice de ces dispositions a été étendu aux Annamites et Asiatiques étrangers résidant au Cambodge ».

Cet heureux résultat, dû à l'initiative du roi actuel et à l'influence du protectorat, avait été préparé par diverses mesures administratives de son prédécesseur ou de lui-même.

Le régime des concessions pour les Européens et assimilés avait été arrêté par les conventions des 27 juin 1887 et 1^{er} avril 1891.

Le 11 juillet 1897, une ordonnance royale, d'une part, « reconnaissait au gouvernement le droit d'aliéner et de concéder toutes terres libres du royaume » et, d'autre part, proclamait que « les acquéreurs et les concessionnaires jouiraient de la *propriété pleine et entière* des terrains vendus ou

concedés ». Une seconde ordonnance du 28 décembre 1897 entrain dans le détail des ventes ou concessions à titre gratuit ou onéreux à faire exclusivement aux *Cambodgiens* et Asiastiques étrangers résidant au Cambodge. Parmi ces conditions, une est très importante au point de vue économique, c'est l'obligation où se trouvent les concessionnaires d'exploiter un tiers au moins de leurs terres dans un délai de cinq ans. L'article 14 de cette même ordonnance laisse déjà pressentir les derniers progrès réalisés en prescrivant que les actes de concessions servent de « *titre de propriété définitif* aux concessionnaires ».

On voit ainsi que l'idée directrice qui nous intéresse particulièrement au point de vue économique, c'est de rassurer les indigènes et les Asiatiques, placés alors sur le même plan, sur l'avenir de leurs entreprises, et par suite de les inviter à exercer sur ces terres leur activité.

Comme le résident est compris dans l'expression de « gouvernement » employée par l'ordonnance du 11 juillet 1897, on voit que la sanction et l'influence du protectorat est toujours possible, si le gouvernement local se laissait aller à quelque faiblesse préjudiciable aux intérêts économiques du pays.

Main-d'œuvre. — La seconde question qui est liée à celle de la propriété indigène est celle de la main-d'œuvre et, par suite, de l'immigration chinoise.

Il est certain que si les entreprises augmentent, il faut renoncer à l'exploitation familiale que nous avons rencontrée, pour lui substituer la main-d'œuvre payée : de même, si la colonisation européenne s'établit il lui faudra de la main-d'œuvre pour lutter avec la colonisation asiatique dès longtemps commencée, et qui a même été la cause déterminante de notre protectorat, nous voulons parler de l'immigration annamite, siamoise et surtout chinoise.

Ce que nous avons antérieurement dit sur le caractère cambodgien même laisse entendre qu'il ne faudra guère compter sur les indigènes comme ouvriers ou employés, et qu'on devra recourir à une longue éducation pour les amener à sortir de leur réserve indifférente pour se mêler au mouvement économique qui les entoure jusque dans leur propre pays, au point même qu'ils ne doivent de n'être pas submergés irrémédiablement par lui qu'à une convention de protectorat.

Nous pouvons, dès maintenant, signaler qu'une source abondante et avantageuse de main-d'œuvre pour les colons est la main-d'œuvre pénale, les indigènes étant condamnés aux travaux forcés assez facilement ou incarcérés. Cette main-d'œuvre particulière est réglée par les articles 25 à 27 de l'arrêté du gouverneur général du 16 mai 1905 qui prescrit que les revenus provenant de la location des ser-

vices des prisonniers seront versés au budget local, sauf qu'il sera « prélevé sur ce produit une somme de \$ 0, 04 cents par jour, au bénéfice de chaque travailleur, en vue de lui constituer un pécule individuel qu'il lui sera remis à sa sortie de la prison ».

Une pareille mesure n'est peut-être pas aussi heureuse qu'elle peut sembler, car les indigènes ont une très grande tendance à dissiper leur salaire au jeu, et, s'ils gagnent, on ne peut les ramener au travail tant qu'ils ont de l'argent.

Contrat d'engagement. — Mais une grosse difficulté est d'empêcher l'indigène de désertir son emploi et de le retenir dans son emploi.

Il existe bien le louage de la main-d'œuvre se faisant à la saison, celle-ci commence en juin et finit en janvier. Un homme reçoit pour la saison entière de \$ 20 à 25 de salaire y compris la nourriture, mais cette main-d'œuvre est assez rare. Celle qui est la plus en usage est l'engagement pour dettes. Le prêteur doit la nourriture, l'entretien et le logement.

Le travail, fourni par l'engagé, sert à l'amortissement de l'intérêt de la somme avancée. Quelquefois les habitants voisins s'entraident pour le piquage et pour la moisson.

Pour créer véritablement une main-d'œuvre, il faudrait malheureusement créer des besoins vicieux : la main-d'œuvre se trouvait, tant que la liberté des prix existait, l'indigène travaillait pour amasser de quoi

jouer, mais M. Doumer ayant supprimé cette institution, l'indigène qui n'a besoin que d'une poignée de riz pour vivre et qui n'éprouve aucune aspiration, aucun désir de vivre proprement, à notre sens occidental, se laisse aller à la plus exécrationnable paresse.

On a tenté plusieurs réglementations sans parvenir à un résultat satisfaisant. En 1898 l'administration a préparé un règlement permettant au colon l'arrestation préventive de l'indigène travaillant sur ses terres, pour le livrer ensuite à la justice régulière.

On avait auparavant voulu forcer les engagistes et l'engagé à se présenter devant les autorités à chaque engagement pour donner plus de solennité à cet acte. Malheureusement on peut dire que l'éducation de l'indigène est le seul remède et que les règlements sont voués à l'impuissance.

L'engagé se dérobera presque toujours à la police, quand il sera en faute, et la prison ne revêt pour lui aucun caractère infamant. Il la subit d'un cœur très léger, comme un travail quelconque. En dehors de l'engagement chez le mandarin, qui le met à l'abri de tout souci de l'existence, en lui donnant presque place dans la famille, la vie est si facile pour lui qu'il ne conçoit pas comme admissible de s'engager à travailler pour une somme déterminée pendant un temps fixé d'avance.

Il n'entreprendra jamais le travail qu'en envisageant la possibilité pour lui d'y mettre fin. Des

exemples fréquents montrent l'indigène quittant le chantier aux trois quarts de la journée remplis, abandonnant même la solde acquise.

On a voulu accorder des dégrèvements d'impôt aux coolies engagés sur une plantation, avec la sanction qu'ils devront, l'année suivante, le supplément d'impôt non payé par eux, s'ils quittent la plantation dans le courant de l'année.

Mais, grâce souvent aux ennemis du propriétaire, l'administration ne peut le plus souvent mettre la main sur le délinquant.

Les règlements n'ont donc pas grande chance d'être efficaces.

Le plus pratique est encore de se conformer au caractère actuel des indigènes et de les employer à la tâche pour les déboisements, et les travaux agricoles, etc., sans quoi, à la journée, leur lenteur devient supérieure à celle des moins diligents des ouvriers européens.

Il serait aussi très utile de recourir le plus souvent possible au métayage dont l'usage, nous l'avons dit, est peu assez répandu.

Immigration chinoise et accaparement du marché économique par les Asiatiques. — Profitant de cette situation, les immigrants affluent : les plus nombreux, les plus entreprenants et les plus riches sont les Chinois. Ils sont chefs d'entreprises, et ils emploient les Malais, les Siamois, les Annamites qui

sont plus énergiques et plus portés vers le gain que les indigènes eux-mêmes.

Mais les Chinois sont très dangereux au point de vue économique, non pas seulement parce qu'ils se substituent aux indigènes en drainant à leur profit tous les bénéfices du pays, mais aussi parce qu'ils amassent des capitaux considérables, pour ensuite simplement retourner dans leur pays. Un grand nombre d'entre eux créent même une famille avec les femmes du pays et les abandonnent quand ils ont amassé assez d'argent. Ils sont parfois aussi colons agricoles.

Les Chinois ont le jeu d'autant plus libre que le climat ne permet guère aux Européens d'exercer un métier physique actif, et qu'ils sont plutôt cantonnés dans le rôle de chefs d'entreprise ou de surveillants.

QUATRIÈME PARTIE

ŒUVRE DU GOUVERNEMENT ET DU PROTECTORAT

CHAPITRE PREMIER

LUTTE POUR RÉSERVER LA PRÉDOMINANCE ÉCONOMIQUE DES INDIGÈNES

Pour toutes les raisons que nous avons énumérées plus haut le gouvernement du protectorat, soucieux du bien de ses sujets, a dû prendre des mesures dont le résultat devait être double : écarter d'abord la trop grande affluence des Chinois et Asiatiques assimilés ; d'autre part, maintenir dans le pays le plus grand nombre des étrangers qui s'y seraient établis.

Nous allons retrouver ces préoccupations dans le détail des mesures qui ont été prises.

L'ordonnance royale du 31 décembre 1891, modifiée en partie par celle du 17 décembre 1901, a institué

les droits d'immatriculation des Asiatiques étrangers, c'est-à-dire qui ne sont ni Annamites ni Siamois ou Laotiens. Cette ordonnance est complétée par la circulaire du résident supérieur réglant le mode de perception de l'impôt sur les Annamites et les Asiatiques étrangers, en date du 11 février 1898.

On établit à Phôm-Penh un bureau central d'immigration. L'immigrant devra faire partie d'une des congrégations de son domicile, qui sont responsables solidairement des impôts de chacun de leurs membres, dont la cote personnelle est de 5 piastres 50 cents, moyennant le paiement de laquelle les Asiatiques reçoivent une carte de séjour.

Si ces Asiatiques désirent voyager dans l'intérieur du pays, ils doivent demander au chef de congrégation un laissez-passer, il en est de même pour changer de domicile.

C'est là que la tendance actuelle du gouvernement apparaît très nette, puisque à l'époque où on précisait la nécessité du laissez-passer pour les Asiatiques étrangers, l'ordonnance du 26 octobre 1901 supprimait cette formalité pour les Cambodgiens voyageant à l'intérieur du Cambodge.

Pour quitter le pays, ils doivent se munir d'un passeport de 2 piastres 68 cents.

Malheureusement de telles dispositions ne sont pas applicables aux Asiatiques qui, comme les Chinois, venant au moment des pêcheries, n'ont pas de

domicile au Cambodge et ne paient point, par suite, d'impôt personnel de capitation. Mais, par contre, il est regrettable que, pour l'établissement de la carte d'identité, on fasse passer l'Asiatique à l'anthropométrie comme un malfaiteur.

On a en même temps décidé que les métis sino-cambodgiens paieraient un droit d'immatriculation de 1 piastre en se faisant inscrire sur la liste d'impôt personnel, mais qu'ils seraient punis d'une amende quadruple du montant de l'impôt doublée de quinze jours de prestation, s'ils *reprenaient le costume ou la coiffure chinoise*.

D'autre part, l'arrêté du 14 août 1909 réglemente le mode de recrutement de la main-d'œuvre étrangère employée dans les exploitations agricoles ou minières de l'Indochine (1).

A côté des efforts du gouvernement, pour faire respecter la place qui revient au Cambodgien, examinons les institutions générales qui ont été établies pour pousser en avant dans le pays le progrès économique et lui donner une direction éclairée.

D'abord, on remarque la création des services techniques destinés à seconder chacune des branches de travail qui correspondent aux richesses naturelles du pays.

1. V. *Bulletin administratif du Cambodge*, août 1909, p. 376 et annexes.

Service et Direction des Forêts, de l'Agriculture et du Commerce. — C'est ainsi, nous l'avons vu, qu'on a créé un Service et une Direction de l'Agriculture, des Forêts et du Commerce par les arrêtés des 27 septembre 1898 et 1^{er} mars 1899, modifié le 25 mars 1905 et par le décret du 7 février 1901.

Ce Service de l'agriculture a pour objet, dans la pensée de ses auteurs, de rechercher « les moyens de développer la prospérité du Protectorat, l'introduction dans le pays de cultures nouvelles et l'étude des perfectionnements à apporter aux procédés de culture actuellement en usage. »

Ce service « fournit aux colons toutes les indications pouvant contribuer au développement de leurs entreprises agricoles ».

Puis resserrant le champ d'action et la limite de chaque institution, le 28 février 1902, on créa par arrêté du Gouverneur général des services locaux d'agriculture, destinés à étudier les questions suivantes :

« Installation et fonctionnement des champs d'essais et stations expérimentales ;

» Jardins botaniques ;

» Direction et fonctionnement des laboratoires d'analyses, primes et encouragements à l'agriculture, (dont on avait créé la commission par arrêté du 21 avril 1901), mesures relatives au développement

des cultures existantes ou à l'introduction de cultures nouvelles ;

» Organisation des écoles d'agriculture. »

Les crédits inscrits sous la rubrique : « Direction de l'agriculture » sur le budget général et sur les budgets locaux de 1903 à 1908 sont les suivants en piastres :

1903	1904	1905	1906	1907	1908
<u>33.780</u>	<u>40.369</u>	<u>50.918</u>	<u>56.508</u>	<u>62.281</u>	<u>55.765</u>

On a créé aussi le 13 novembre 1901, par arrêté, un service vétérinaire des épizooties.

Ces institutions rendent des services, mais elles n'ont pu encore avoir une influence énorme.

Des *jardins d'essai* ont été établis à Hanoï et à Saïgon, mais leurs ressources sont insuffisantes.

On a créé quelques concours agricoles vers 1905, des *primes à l'agriculture* en 1906 dans la province de Kompong-Chhnam ; on commence aussi à tenter des *foires*, des *fermes modèles*.

Mais ces œuvres sont bien timides et ne portent pas de grands fruits, à cause du manque de capitaux, du manque de voies de communication, et du manque de bras.

Néanmoins, les dispositions sont prises, et l'on ne peut douter que les institutions sauront triompher d'aussi graves obstacles.

Après avoir constaté le danger que couraient les richesses forestières, le gouvernement prit des mesures spéciales contre les délits forestiers par le décret du 9 janvier 1895 rendu applicable au Cambodge par arrêté du 30 juin 1899 expliqué et limité par la circulaire ministérielle du même jour (30 juin 1899), en même temps qu'il établissait dans ce texte les droits à acquitter pour toute exploitation forestière ; en donnant les dimensions de débit et les conditions de transports.

Enfin, comme pour l'agriculture, on créait par décret du 7 février 1901 un *Service forestier*, organisé par les arrêtés des 15 avril et 17 octobre 1905, dont nous avons, à plusieurs reprises, relaté les efforts vers le mieux de l'exploitation des immenses richesses qui lui sont confiées et dont il a fait un premier inventaire.

L'administration s'est appliquée à organiser des réserves forestières. Au 30 juin 1909, il existait au Cambodge 14 réserves forestières comprenant 4.583 hectares.

Certaines régions comme celle comprise entre Kong-Chuang, Kong-Tralach, récemment en partie délimitée au début de 1908, n'ont pu être mises en réserve faute de crédit suffisant.

Le régime des *mines* a reçu sa réglementation par l'arrêté du 31 décembre 1904.

A côté de ces corps administratifs, destinés à diri-

ger l'exécution des travaux, on a créé une *Chambre de Commerce* à Phôm-Penh, le 30 avril 1897, dont le fonctionnement a été précisé par les arrêtés des 30 juillet 1897, 14 novembre 1901, 6 août 1903 et 26 juillet 1904.

CHAPITRE II

§ 1. — VOIES DE COMMUNICATION

Les branches spéciales d'activité dont nous venons de voir le gouvernement prendre la direction, n'ont point naturellement épuisé son rôle : il a aussi organisé les *voies de communication* et enfin il a établi le *budget destiné* à faire vivre tout le corps économique ainsi constitué.

Les routes commencent à être établies au Cambodge et se répartissent en trois catégories selon le degré d'utilité qu'elles représentent et le budget qui les alimente.

On distingue :

1° Les routes « coloniales » qui relient la capitale et les résidences ;

2° Les routes « résidentielles », qui relient les provinces cambodgiennes en passant par les principaux centres ;

3° Enfin les chemins vicinaux, qui viennent se raccorder aux précédents.

Le cadre de toute une vicinalité très complète est

ainsi créé, et l'on travaille, nous allons le montrer, à la réaliser en créant des ressources et des budgets locaux et résidentiels, permettant d'établir les voies de communication correspondant aux besoins immédiats de la population et du commerce, ou permettant une meilleure exploitation économique du pays.

Nous avons, en effet, maintes fois dit que telle ou telle forêt, que telle ou telle carrière ou exploitation deviendrait facilement prospère si les communications étaient possibles — si les hautes eaux ne devaient pas être attendues pour procéder aux échanges, par exemple — si, pendant les six autres mois de l'année, le commerce et l'activité économique du pays, indépendamment même du tempérament des indigènes n'étaient entravés par le manque de voies de communication, par suite duquel chacun des centres de ce pays est isolé de ses voisins.

A la saison sèche, les localités situées sur le Grand Fleuve au delà de Kratié ne peuvent communiquer entre elles et avec le bas-fleuve qu'à l'aide de pirogues, car les chaloupes ne peuvent remonter au delà de ce point à cause des roches qui déterminent des rapides parfois très dangereux.

Et combien de routes ne sont praticables qu'à la saison sèche ! et cependant les matériaux destinés à faire d'excellentes chaussées ne manquent pas dans le pays ; nous avons montré, en effet, que les montagnes sont pleines de pierres dures et résistantes

qu'il suffirait de transporter sur place. Ne trouve-t-on pas aussi sur tout le plateau de Wab-Nok et du Chamcar-Loen des cailloux de nature basaltique ? Certains phoms, les phom Bathéai et Trop, par exemple, peuvent fournir du grès pour l'empierrement des routes. Mais c'est ici que les capitaux sont indispensables. Ajoutons que le sous-sol est souvent très dur, et que, par suite, l'entretien est très aisé.

Mais, dans la majorité des cas, on ne rencontre que des sentiers, dont parfois le niveau est supérieur, par des levées de terre, au maximum des hautes eaux ; ou bien, ce sont de simples pistes tracées par des charrettes, et quelques-unes, qui sont praticables pendant une bonne partie de l'année, sont très fréquentées par les indigènes, car c'est le seul moyen de ne pas laisser tomber complètement tout trafic avec l'intérieur. Mais dans des conditions combien défectueuses !

Ce mauvais état des routes rend très onéreux tout transport.

Pendant les inondations, aux endroits peu élevés, on est, en effet, obligé d'employer les éléphants ou les charrettes à bœufs.

Selon la coutume cambodgienne, les routes sont entretenues par les riverains aux endroits habités. Quant aux preks, presque tous sont traversés par un pont, du moins sur les anciens tracés.

Maintenant, en effet, qu'on se trouve dans une

période de transition, que les routes sont en cours d'exécution, au contraire, les travaux d'art et les ponts particulièrement font défaut.

L'inventaire en sera rapide, sans parler des chemins ou sentiers d'intérêt purement local.

Résidence de Kampot

Routes en voie d'achèvement :

1° De Srê Ambel à Kampot à travers la presqu'île de Véal Rinh (non munie de ponts);

2° De Kampot à Phôm-Penh par Takes, praticables en toutes saisons (ponts irréguliers);

3° De Kampot à Gian-Thanh par Kompong-Trach et Ton-Hon.

Cette voie est la plus importante de la région. Elle est en assez bon état et sert à transporter le poivre et le riz vers le canal de Vinh Tê du canal Hatien et la Cochinchine;

4° Une partie encore embroussaillée de la route projetée du 22^e kilomètre de la route de Gian-Thanh à Hatien.

Résidence de Kompong-Cham

1° De Kompong-Cham à Phôm-Bathéai par Chœung-Preg et Beng-Chroni;

2° De Thlok-Chron à Kompong-Siem ;

3° Du Chihé à Lovea ;

4° De Torcy à Sithor (tracée seulement).

Résidence de Kompong-Thom

1° De Kompong-Thom à Kompong-Hao (praticable seulement pendant la saison sèche) ;

2° De Kompong-Thom à Tang-Krassang, Bàrai, Treleng et Pong-Ro (saison sèche) ;

3° De Kompong-Thom à Kompong-Poutréa, praticable en toutes saisons ;

4° De Kompong-Thom à Préa-Prasâp vers Cheam-Khsan, également praticable en toutes saisons ;

5° De Kompong-Thom à Kompong-Cheri, Kompong-Chikreng, Kompong-Khléang, praticable seulement pendant la saison sèche.

Résidence de Preyweg

Les routes de Preyweg à Banam et de Kompong-Trabek à Soai-Rieng sont en cours d'exécution.

Résidence de Soai-Rieng

1° De Soai-Rieng à Preychet par Prasant et Socnoc ;

2° De Prasant à Thai-Binh ;

3° De Soai-Rieng à Kompong-Trabec par Preychhor ;

4° De Soai-Rieng à Naugin ;

5° De Kompong-Chok à Tapeang-Robang.

Toutes ces routes sont praticables en toutes saisons, car la province n'est jamais inondée et elles sont garnies de ponts et ponceaux en bois et maçonnerie.

Résidence de Stung-Treng

1° De Stung-Treng à Khong (longeant le télégraphe) ;

2° De Stung-Treng à Th'Bouunkla ;

3° De Bau-Laya à Moulapoumok par Siem-Pang ;

4° De Stung-Treng à Bau-Laya par Lomphat ;

5° De Stung-Trenk à Ban-Nako.

Résidence de Takéo

En dehors des routes que nous avons déjà citées :

1° De Takéo à Bati, digue de 60 kilomètres reliant Chamboc à Takéo ; elle va ensuite vers Phnôm-Penh ;

2° De Am-Thanh à Bat-Roca et Kompong-Chac (en construction).

3° Route de Tran-Khna, pour réunir la précédente à Phnôm-Penh ;

4° De Takéo à Touloup, qui doit constituer une digue pour rejoindre le canal de Vinh-Tê.

Les routes ainsi établies dans cette région sont en partie le produit de la nouvelle réforme du budget résidentiel dont nous parlerons plus bas. Elles sont complétées par des canaux.

Il est d'ailleurs presque impossible de les énumérer, car leur nombre est considérable dans un pays dont l'hydrographie est aussi importante que le Cambodge.

On établit constamment des prolongements télégraphiques : cinq lignes relient la capitale à Saïgon.

Phnôm-Penh est d'ailleurs relié à Kampot, à Kompong-Speu, Kompong-Thom ainsi qu'au Laos, sans parler des deux lignes internationales qui mettent le royaume en communication avec le reste du monde.

Quant aux voies ferrées, on a entrepris une ligne de Kompong-Cham à Oubône par Kompong-Thom et les Daurék. On va établir aussi une voie ferrée de Battambang à Phnôm-Penh, mais le travail ne saurait être achevé avant de nombreuses années.

Par arrêté du gouverneur général en date du 27 février 1908 le port de Phnôm-Penh a été ouvert à toutes les opérations de douane tant à l'importation qu'à l'exportation pour les navires et vapeurs de tout tonnage et de toute nationalité.

§ 2. — BUDGET

Nous sommes ainsi ramené à l'étude des ressources financières affectées au développement économique du Cambodge.

La plus importante mesure prise récemment, c'est la création du *budget résidentiel* et des conseils de résidence, ce dernier par ordonnance royale du 12 août 1903. Les conseils de résidence sont composés de Cambodgiens placés près de l'administrateur résident, qui ont pour mission d'établir « le budget résidentiel et donner leur avis sur les travaux à entreprendre ».

Quant au budget résidentiel créé par un décret du 27 août 1903, ses revenus sont utilisés, après paiement de la solde du personnel, à l'exécution des travaux de constructions, de routes, ponts et bâtiments résidentiels, etc...

Nous avons vu l'emploi si utile au point de vue économique de ces ressources, qui constituent un petit budget plus directement capable de réaliser les améliorations de détail utiles aux habitants.

Ces ressources proviennent de l'abandon fait par ce budget local, c'est-à-dire du protectorat entier, du montant des prestations dont une partie est acquittée en nature et le reste rachetable.

On y ajoute des centièmes additionnels des impôts

sur les Chinois et des patentes ainsi que de la location des bacs et marchés, etc.

Il faut dire un mot du *budget local*, qui, alors que le buget général s'alimente du produit des douanes et régies, des contributions indirectes et taxes diverses, est constitué par toutes les recettes qui ne sont attribuées ni au budget résidentiel, ni au budget général,

Ce budget local est aussi très important au point de vue économique, puisqu'il doit pourvoir entre autres objets aux travaux publics d'intérêt local et à la colonisation, objets plus spécialement réservés, avons-nous vu au budget résidentiel. Pour en assurer le bon fonctionnement l'arrêté du gouverneur général du 23 décembre 1907 spécifie que le budget général peut venir en aide au budget local ou provincial pour l'entretien et la confection des routes.

Nous ne parlerons que d'un mot du *régime douanier*, qui intéresse plutôt l'ensemble de la colonie indochinoise que le royaume lui-même.

Une loi du 26 février 1887 avait décidé que « les produits étrangers importés... au Cambodge... seraient soumis à partir du 1^{er} juin 1887 aux droits inscrits au *tarif général* de la métropole » (art. 47).

Mais, devant l'opposition violente des intéressés, un décret du 9 mai 1889 établit que certains produits n'ayant pas de similaires en France étaient dégrevés de façon « à ne pas imposer à la population indigène

des charges qu'il eût été préférable de lui épargner. »

Un décret du 3 janvier 1893 frappait sans exception tous les produits non similaires d'un droit *ad valorem* de 5 o/o. Mais, après de nouvelles protestations, on fit deux décrets du 29 décembre 1898 applicables en cas d'importation directe avec certificat d'origine, le premier releva les droits sur les denrées que fournissaient les commerçants asiatiques et qui pouvaient rentrer dans la production locale et sur les objets fabriqués par les Annamites.

Le second décret exemptait des droits de sortie les produits exportés d'Indochine en France ou aux colonies françaises. On ne maintenait pas de taxes à la sortie, représentative de l'impôt foncier sur les riz et les paddys.

Le décret du 29 novembre 1892 qui avait accordé des exemptions aux produits chinois que nous venons de voir diminuées plus haut a été encore amendé le 10 octobre 1909 par un décret nouveau qui releva de ce chef les tarifs à l'importation. A la même date, un autre décret établissait dans l'intérêt de l'industrie locale la libre sortie de tous les produits secondaires d'exportation, notamment des produits jusqu'alors frappés *ad valorem*.

Il résulta de ce régime une augmentation de 275 o/o: les exportations étant passées de 160 millions de francs en 1893 à 403 millions en 1907 pour toute la colonie.

Mais les Cambodgiens, par l'intermédiaire de la Chambre mixte de commerce et d'agriculture du Cambodge, désirent « une augmentation des droits d'entrée et même l'établissement de taxes prohibitives sur les marchandises étrangères.

» Par réciprocité, elle désirerait que la métropole se montrât libérale en admettant en franchise totale les marchandises coloniales.

» Elle est aussi d'avis de renoncer aux droits de transit (1). »

On voit donc que, sans entrer dans de plus grands détails, la législation douanière a été favorable à l'Indochine et au Cambodge.

§ 3. — MOUVEMENT COMMERCIAL

En 1908 le mouvement commercial de l'Indochine se décompose ainsi :

Importations : 251.052.853 francs.

Exportations : 212.648.992 francs.

Transit : 29.266.598 francs.

Numéraire :

A l'importation : 42.656.881 francs.

Au transit : 1.200 francs.

1. Extrait du rapport présenté au Conseil supérieur de l'Indochine par le directeur général des douanes sur les modifications au régime douanier.

A l'exportation : 2.414.300 francs.

Cabotage : 82.440.392 francs.

Aux entrées : 5.828.281 francs.

A déduire le numéraire soit 76.612.111.

Aux sorties : 88.467.742 francs.

A déduire le numéraire soit 1,826.870.

Ce qui donne un ensemble approximatif de 701.293.807 francs.

Le Cambodge, à l'importation, recevait en 1908 de France :

Pour 2.446.848 francs contre 2.839.234 francs en 1907 ;

Des colonies : 16.859 francs contre 7.680 francs en 1907.

Des pays étrangers :

Importation : 1.692.368 francs contre 1.648.953 fr. en 1907.

Exportation : 1.100.295 francs contre 942.257 fr. en 1907.

Il faut remarquer l'importation du numéraire exporté en 1908 du Cambodge, qui s'élève au chiffre de 1.044.514 francs contre 79.394 francs en 1907.

On obtient l'ensemble suivant : 2.144.809 contre 1.021.651 en 1907.

Dans ce mouvement d'exportation la France n'entre que pour 6.630 francs en 1908 et 8.704 francs en 1907.

Par contre, dans le mouvement d'importation, la métropole figure pour 2.446.848 francs en 1908 au

lieu de 2.839.234 francs en 1907. Signalons, en outre, que de nombreuses marchandises, à destination du Cambodge ou en provenant, transitent à Saïgon, et il est impossible d'en faire le départ exact.

Comme on le voit le Cambodge ne prend qu'un rang bien médiocre dans le commerce de l'Indochine. Mais il faut remarquer que, pendant longtemps, le pays Khmer fut négligé par l'administration française, qui le laissa en dehors de ses grands travaux publics, et tourna ses efforts vers le Tonkin et la Cochinchine. Le Cambodge a été, du reste, le dernier pays d'Indochine française incorporé dans l'union.

Il faut reconnaître aussi, comme nous l'avons vu, que, malgré ses nombreuses et riches voies d'eau, le Cambodge présente une grande infériorité au point de vue des communications.

A la saison sèche, de janvier à juin, une grande partie du pays se trouve dans un isolement complet.

Le mouvement commercial, ou même le simple ravitaillement s'effectue par charrettes à buffles et, comme les routes sont rares et difficiles, le commerce en est très compromis.

Après avoir donné un tableau d'ensemble du Cambodge au point de vue économique, il nous reste à parler des capitaux particuliers et du crédit.

Une des causes très graves pour lesquelles les

capitaux refusent d'aller d'Europe en Extrême-Orient c'est que la situation monétaire de l'Indochine est placée sous le régime de l'étalon d'argent ; il en résulte un avilissement du métal indigène considérable, par suite de l'énorme dépréciation de l'argent depuis trente ans.

Si cette dépréciation est peu apparente dans le pays ou dans la région, il n'en est plus de même pour les colons ou les capitalistes.

Si, par exemple, un Français s'établit au Cambodge au moment où la piastre vaut 4 francs, s'il a 100.000 francs, il a 25.000 piastres. S'il a doublé ses affaires et gagné 25.000 piastres, son avoir est de 50.000 piastres, alors que, par suite de la baisse de l'argent, il n'a maintenant guère plus de 100.000 francs en France.

Le seul remède, ce serait d'établir une piastre française et de lui réserver le marché en chassant les piastres étrangères, en même temps qu'il faudrait établir les budgets en francs et non plus en piastres. Ces mesures auraient l'avantage de ne point paralyser le commerce avec la Chine qui, comme le fait s'est produit pour le Siam, s'écarterait de l'Indochine si l'on introduisait immédiatement l'étalon d'or, car son système monétaire est à base d'étalon d'argent.

D'autre part, il faut ajouter que, pendant l'année 1908, les cours de la piastre indochinoise ont présenté

dès le début de l'année avec ceux de Chine un écart, qui est allé sans cesse en augmentant jusqu'à atteindre au mois d'octobre 1900 une plus-value de 11 0/0. Assurément les fluctuations du marché de l'argent ont eu leur répercussion sur les changes de l'Indochine, mais la marge s'est maintenue quand même ; elle s'est établie en faveur de la colonie aux environs de 8 0/0 (Rapport sur les opérations de la Banque de l'Indochine en Indochine, 1908).

Quant à la question du crédit, sans examiner la question théorique des banques coloniales et de leurs rapports à l'égard de l'État, notons qu'il existe au Cambodge une succursale de la Banque Indochinoise, qui fonctionne sous la surveillance du gouvernement ; elle fait escompter des obligations garanties par des nantissements réguliers ; elle peut, sous certaines conditions servir des intérêts à ses déposants ; enfin, elle a le droit d'émettre des billets à cours légal dans tous les pays de souveraineté française.

En dehors de cette succursale, il ne se trouve guère de solide à Phnôm-Penh que la Banque chinoise Hong-Kong and Shanghai Banking.

Ces deux établissements représentent ainsi les deux groupes capitalistes qui s'efforcent de prendre le plus d'action sur l'état économique du Cambodge.

CONCLUSION

Tel est l'ensemble du tableau économique du Cambodge. Toutes les richesses qu'il renferme ont été inventoriées. Les faiblesses des habitants ont été signalées, le danger de l'invasion étrangère a été exposé et la bienfaisante influence du protectorat français a été démontrée.

Pour nous résumer et conclure, nous avons fait voir que les richesses de la terre, aussi bien aquatiques que terrestres, sont en abondance dans le pays. Les habitants ne sont pas encore réveillés de leur léthargie économique qui les a frappés depuis les temps déjà lointains des invasions. C'est à grand-peine et moyennant des mesures de protection de plus en plus sévères que le gouvernement du protectorat dégage, progressivement, pour que le remède ne soit pas plus nuisible au pays que le mal lui-même, les indigènes du flot des immigrants asiatiques.

Nous avons aussi montré que le protectorat protégeait aussi contre les destructions irraisonnées les arbres et les animaux ; qu'il faisait tous ses efforts pour encourager l'émulation chez les indigènes.

Les mesures administratives en vue de faciliter les échanges, par la multiplication des voies de communication, on été mises en valeur.

Nous avons aussi indiqué les progrès encore désirables : la rareté des capitaux, l'intérêt qu'il y aurait à faciliter le crédit en rassurant l'oscillation du taux de la monnaie.

Ces dernières années les améliorations ont été assez remarquables au Cambodge au point de vue économique. L'importance et la durée de la crue du Mékong notamment en 1907, ont permis de livrer une étendue plus considérable à la culture du coton dont la récolte satisfaisante a apporté un élément d'affaires appréciable dans la colonie. On étudie en ce moment un projet de construction de voie ferrée entre Phnôm-Penh et Battambang. Il y aurait un intérêt majeur à faire cesser l'isolement dans lequel se trouvent pendant la saison sèche les provinces nouvellement acquises au Cambodge.

C'est précisément la difficulté des communications qui a permis aux bandes de pirates, à l'abri d'une répression immédiate, de jeter le trouble dans une partie de la province de Battambang au cours de l'année 1908.

On voit donc que l'on ne peut que regretter seulement la lenteur des progrès accomplis et souhaiter que les colons deviennent plus nombreux au Cambodge, où les richesses s'offrent pour ainsi dire

d'elles-mêmes à l'activité qui voudrait les recueillir.

Malheureusement, les résidents de province, qui ont entre les mains un pouvoir pour ainsi dire absolu, n'en usent pas toujours pour le plus grand bien de leurs administrés ; parfois ils ne comprennent pas la mentalité indigène et nous pensons que l'on a eu tort, après avoir détruit le mandarinat cambodgien, de le remplacer par un mandarinat blanc.

Il est regrettable que les résidents ne soient pas soumis à un contrôle plus étroit et que les missions d'inspecteurs des colonies négligent de vérifier l'imputation des crédits alloués aux budgets résidentiels. On éviterait ainsi bien des dépenses irrégulièrement faites.

Il n'est pas douteux que les abus encore si nombreux et les négligences administratives encore si évidentes dont souffre, il faut bien le dire, la prospérité du Cambodge, sous un gouvernement clairvoyant disparaîtront à bref délai et accéléreront encore les heureux progrès que notre pays de protectorat nous a montrés au cours de cette étude.

ANNEXE I

Tableau indiquant les principales essences de bois et leur emploi.

NOMS CAMBODGIENS	QUALITÉS ET DIMENSIONS	EMPLOI
Chhutéal	Très bonne qualité et grande dimension	Charpentes et planches.
Smach dôm	Qualité inférieure et très grande dimension	Charpentes, planches et colonnes.
Vring	Qualité inférieure et très grande dimension	Charpentes et planches.
Prims slap sambor.	Qualité ordinaire et très grande dimension	Charpentes, planches et colonnes.
Trach	Très bonne qualité et grande dimension	Charpentes et planches.
Chœmchong	Très bonne qualité et grande dimension	id.
Paông	Qualité excellente et très grande dimension	Charpentes, planches et colonnes.
Troméng	Bonne qualité et grande dimension	Charpentes et planches.
Fabeng	id.	id.
Faging	Qualité excellente et grande dimension	id.
Longieng	Bonne qualité, et grande dimension	id.
Khlong	Bonne qualité, petite dimension.	id.
Papéal Rhô	Très bonne qualité, grande dimension	id.
Chec tum	Qualité inférieure, grande dimension	id.
Vrick	Bonne qualité, grande dimension	id.
Aulôk	id.	id.
Day loc	Bois flexible	Planches pour bateaux.
Pehoc	Bois très dur	Meubles, bordages de barque.
Sdoc sdo	Bois dur à grain serré de qualité excellente et de grande dimension.	Colonnes de pagodes et de ponts.
Popeal	Très bonne qualité et grande dimension	id.
Néang pack	id.	id.
Bâs néac	id.	id.
Chrâmas	id.	
Tatran	Qualité excellente et très grande dimension, dure très longtemps ..	Colonnes très recherchées des Cambodgiens qui l'emploient principalement pour les colon. de grandes dim.
Sokrâng	Qualité excellente et très grande dimension	Colonnes ; très recherché.
Trasec	id.	id.
Krâkâs	Très bonne qualité et grande dimension	
Ricuphum	id.	Colonnes ; très estimé.
Sampéa	id.	Colonnes ; très solide et grande durée.
		id.

ANNEXE I (suite)

NOM CAMBODGIEN	QUALITÉS ET DIMENSIONS	EMPLOI
Chès.....	Bonne qualité et grande dimension.....	Colonnes.
Ambeng thugé....	Bois flexible.....	id.
Krœul.....	Bois non flexible.....	id.
Pring thmâr.....	Bois flexible.....	id.
» cham.....	id.	id.
» das krebey.....	id.	id.
Rang phnom.....	Bois non flexible.....	id.
Neang veck.....	id.	id.
Trasec.....	Bois flexible.....	id.
Traloc.....	Bois non flexible.....	id.
Srekom.....	id.	id.
Samrong.....	Très bonne qualité et grande dimension.....	Très recherché pour la fabrication des barques et des jonques.
Koki.....	id.	id.
Kluor prey.....	Bois flexible.....	Bateaux.
Prus.....	id.	id.
Trabec prey.....	Bonne qualité, petite dimension.	Rames et avirons.
Phaong Khting...	Bois flexible.....	Mâts de bateaux.
Phraong.....	Très grande dimension et résineux.....	id.
Kranhung.....	Très bonne qualité, petite dimension.....	Meubles, pieds de guéridons, colonnes d'étagères, etc.
Thuong.....	Bonne qualité, grande dimension	Meubles.
Néang nuon.....	Bois non flexible.....	Meubles, rames, roues de charrettes.
Krâkâs.....	Bois très dur.....	Meubles, bordages de barques.
Chhem chha.....	Très grande dimension et résineux.....	Meubles.
Crol.....	Arbre qui produit le vernis ou laque nommé le méréac.....	Ébénisterie.
Phlon.....	Bonne qualité, petite dimension.	Manches de haches et de bèches.
Phlong.....	id.	Moyeux de charrettes.
Moméug.....	id.	Pilons pour décortiquer.
Kondol.....	id.	Manches de charrues; l'écorce, très épaisse, sert à confectionner le tapis placé entre le dos et le bâd del l'éphant.
Proc thuông.....	id.	Très recherché pour les ouvrages de marqueterie.
Day khla.....	Bois non flexible.....	Cachets-cannes.
Srâl.....	Bois à grains très serrés et résineux.....	Peu utilisé.
Sheng.....	Bois flexible.....	Le cœur de l'arbre sert à faire une teinture rouge.
Klê.....	id.	Le cœur de l'arbre sert à faire une teinture jaune.
Chorchong.....	Résine excellente.	
Rang.....	Gomme gutte.	

ANNEXE II

ORDONNANCE ROYALE PROHIBANT LA CHASSE A TIR DE L'ÉLÉPHANT (26 octobre 1901)

ARTICLE PREMIER. — La chasse à tir des éléphants sauvages est défendue dans toute l'étendue du royaume.

ART. 2. — Les contrevenants à cette défense seront punis, pour la première contravention commise, d'une amende de vingt piastres, et, en cas de récidive, à la même amende plus un emprisonnement de huit jours. Le produit de la chasse sera confisqué au profit du Trésor dans les deux cas.

Fait en notre royal palais

à Phnôm-Penh, le 26 octobre 1901.

NORODOM

ANNEXE III

1^o ORDONNANCE ROYALE

Nous :

Préa Bat Samdach Préa Sisowath Chamchakrapong Hari-
réach Barminthor Phouvanaykraykéofa Solalay Préa Chau
Crung Campuchéa Thippedey, Roi du Cambodge,

Vu l'ordonnance royale du 11 juillet 1897;

Vu l'ordonnance royale du 29 décembre 1897, portant aliénation des terrains ruraux ;

Vu l'ordonnance royale du 25 avril 1902 ;

Vu la déclaration solennelle faite par Nous le jour de notre couronnement et en présence de nos mandarins réunis ;

Vu les délibérations du Conseil des Ministres, présidé par M. le Résident supérieur de la République française au Cambodge, dans ses 130^e et 132^e séances, des 10 octobre et 23 novembre 1907 ;

Vu l'entente intervenue entre Nous et M. le Résident supérieur ;

Sur la proposition du Conseil des Ministres,

ORDONNONS :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la promulgation de la présente ordonnance royale, tout Cambodgien possesseur d'un terrain devra requérir l'immatriculation de ce terrain.

ART. 2. — L'immatriculation d'un terrain consiste dans la constitution et l'enregistrement du titre de propriété de ce terrain.

ART. 3. — La demande d'immatriculation sera adressée, dans un délai de six mois, au mésrok du village où est situé le terrain.

ART. 4. — La demande contiendra :

- 1^o Les nom, prénoms, âge du requérant et de sa femme ;
- 2^o La description du terrain, c'est-à-dire l'indication de sa situation, de sa nature, de sa dénomination s'il en a une, de ses tenants et aboutissants, des constructions ou cultures

qui peuvent s'y trouver, de sa valeur vénale ainsi que de sa valeur locative ;

3^o Le détail des charges grevant le terrain, telles que l'usufruit, l'usage, l'habitation, les droits de passage.

ART. 5. — La demande d'immatriculation sera accompagnée du plan de l'immeuble établi en prenant pour unité de mesure le mètre.

Ce plan devra mentionner des points faciles à reconnaître comme bornes ou arbres portant une marque.

Il devra indiquer, en outre, la superficie approximative.

ART. 6. — Au furet et à mesure de la réception des demandes d'immatriculation le mésrok établira un tableau dont le modèle sera déterminé par l'Administration.

A l'expiration du délai de six mois ce tableau sera affiché dans la sala du srok ou à défaut une sala désignée à cet effet.

ART. 7. — Les oppositions à l'immatriculation seront reçues par le mésrok pendant six mois, à compter du jour de l'affichage du tableau.

ART. 8. — A l'expiration de ce délai de six mois, les demandes n'ayant fait l'objet d'aucune opposition seront soumises au Conseil des notables, puis transmises par le mésrok au gouverneur qui, après les avoir examinées, les visera et les adressera au résident de la circonscription.

ART. 9. — Le résident de la circonscription, après vérification des formalités exigées, procédera à l'immatriculation par village.

ART. 10. — Les demandes ayant fait l'objet d'oppositions

seront examinées en consiliation par le Conseil des notables du khum.

Toutefois ce Conseil rendra des décisions définitives en ce qui concerne les contestations portant sur la description physique du terrain.

ART. 11. — Les contestations portant sur le droit de propriété seront renvoyées devant la juridiction compétente.

ART. 12. — En cas de contestations le résident de la circonscription ne pourra procéder à l'immatriculation que sur la production de l'expédition du jugement rendu par le tribunal compétent et devenu définitif.

ART. 13. — Les contestations portées devant le tribunal de première instance seront jugées définitivement jusqu'à une valeur vénale de 400 piastres ou une valeur locative de 150 piastres.

ART. 14. — Les contestations seront jugées d'après les règles suivantes :

1° Tout terrain est présumé appartenir à celui qui le possède ;

2° Tout individu ayant cultivé ou entretenu, d'une façon paisible et continue, un terrain est déclaré propriétaire de ce terrain après une période de trois ans, s'il est de bonne foi et dans le cas où le terrain qu'il a cultivé serait reconnu comme ayant été inculte au moment où il en a pris possession, ou dans le cas où le véritable propriétaire, s'il en a un, aurait sa résidence habituelle dans le khet où est situé ledit terrain.

Après une période de cinq ans, s'il est de bonne foi et dans

le cas où le propriétaire aurait sa résidence habituelle en dehors.

Après une période de dix ans, même s'il est de mauvaise foi et quels que soient les droits qui puissent lui être opposés ;

3° Tout terrain abandonné pendant plus de cinq ans est déclaré bien domanial ;

4° La bonne foi est toujours présumée et c'est à celui qui allègue la mauvaise foi de la prouver ;

5° Tout individu qui possède pour autrui ne peut acquérir la propriété quelle que soit la durée de la possession.

ART. 15. — Le titre de propriété est établi sur un registre dont la forme est déterminée par l'Administration. Il comporte la description du terrain, l'indication de sa superficie en mètres, des plantations ou constructions qui s'y trouvent, l'inscription des charges qui le grèvent. Le plan doit y rester annexé, chaque titre de propriété doit porter un numéro d'ordre ainsi que les signatures du résident et du Gouverneur.

ART. 16. — Le propriétaire, à l'exclusion de tous autres, a un droit à une copie exacte et complète du titre de propriété.

Cette copie est nominative et le résident en certifie l'authenticité en y apposant sa signature et le timbre de la résidence.

Les autres intéressés n'ont droit qu'à la délivrance de certificats d'inscription.

ART. 17. — Lorsque deux ou plus de deux personnes sont

propriétaires indivis d'un terrain des duplicata authentiques du titre de propriété sont délivrés au nom de tous les propriétaires indivisément et à chacun d'eux.

ART. 18. — Le titre de propriété constitue devant les juridictions une preuve de propriété inattaquable.

ART. 19. — Les personnes dont les droits ont été lésés par suite d'une immatriculation ne peuvent se pourvoir qu'en cas de dol par voie d'action personnelle en indemnité contre l'auteur responsable du dommage.

ART. 20. — La propriété foncière est le droit de jouir et de disposer d'un terrain de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse ni usage prohibé par les lois et les règlements ni abandon pendant plus de cinq ans.

ART. 21. — La possession, en matière immobilière, consiste dans le fait d'exercer sur un terrain tous les droits qui découlent du droit de propriété.

ART. 22. — Nul ne peut être contraint de céder sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et conformément aux règlements en vigueur sur les expropriations.

ART. 23. — La propriété d'un terrain donne droit sur ce qu'il produit, et droit de péremption sur ce qui s'y unit naturellement, dans les conditions prévues par les coutumes ou la loi.

ART. 24. — Tout terrain abandonné pendant plus de cinq ans fera retour au Domaine.

ART. 25. — Tous faits ou conventions ayant pour effet de transmettre, déclarer, modifier ou étendre un droit portant sur un terrain, d'en changer le titulaire ou de modifier toute

autre condition de son inscription, tous baux excédant trois années doivent être opposables aux tiers, être inscrits sur le titre de propriété du terrain par le résident.

ART. 26. — Toute inscription reste subordonnée à la décision de la juridiction compétente.

ART. 27. — Toute personne intéressée peut, en produisant les actes constatant les modifications intervenues dans la propriété, dûment certifiés par l'autorité compétente, requérir l'inscription, la radiation, la réduction ou la rectification de l'inscription d'un droit portant sur le terrain. Toutefois, pour être inscrit, ce droit doit être tenu directement du titulaire de l'inscription précédemment prise. En conséquence, dans le cas où un droit relatif à un terrain a fait l'objet de plusieurs mutations ou conventions successives la dernière mutation ou convention ne peut être inscrite avant les précédentes.

ART. 28. — Dans tout acte d'antichrèse est nulle la clause portant translation de propriété en faveur du créancier détenteur du terrain lorsque le terme de la créance est expiré, même lorsque cette dernière est supérieure à la valeur du terrain remis.

Le créancier ne possède dans ce cas que le droit de faire vendre le terrain pour obtenir le paiement du montant de sa créance.

ART. 29. — Les actes portant obligation peuvent indiquer qu'un terrain sera affecté comme sûreté de la dette. Le créancier a, dans ce cas, un droit dit droit d'hypothèque qui lui permet de faire vendre de préférence à un autre le terrain sur lequel porte ce droit d'hypothèque pour obtenir le paie-

ment du montant de sa créance. La date détermine l'ordre des inscriptions concernant ce droit d'hypothèque et par suite le droit de préférence sur le prix de terrain.

ART. 30. — Toutes les fois qu'une inscription est portée sur le titre de propriété elle doit l'être en même temps sur les copies du titre de propriété.

ART. 31. — En cas de perte de la copie d'un titre de propriété, le résident ne peut en délivrer une nouvelle qu'après enquête au cours de laquelle sera prescrite la publication de cette perte pendant un mois au moins dans la province où est situé le terrain.

ART. 32. — Les gouverneurs de province devront tenir un double en cambodgien du registre d'immatriculation. Dans ce but, toute mention portée sur le registre d'immatriculation fera l'objet d'une note adressée au gouverneur.

ART. 33. — Il sera tenu à la résidence un registre des propriétaires par village. Ce registre mentionnera les numéros des titres de propriété.

ART. 34. — Chaque acte d'immatriculation donnera lieu à la perception d'un droit dit de cachet fixé à 1 piastre.

Tout acte modificatif des droits de propriété, et dont l'article 25 prescrit l'inscription sur le titre, donnera lieu à la perception d'un droit de cachet fixé à 50 cents.

ART. 35. — Les sommes provenant de la perception du droit de cachet seront versées au Trésor unique du royaume.

Fait en notre royal palais, à Pnom-Penh, le 24 janv. 1908.

Vu pour exécution :
Le Résident supérieur

LUCE

SISOWATH

ART. 1. — L'article 5 de l'ordonnance du 29 octobre 1907 est abrogé.

ART. 2. — Les occupants des Chamcars sont tenus de procéder à l'immatriculation des terrains cultivés par eux, conformément aux prescriptions de l'ordonnance du 24 janvier 1909.

Fait en notre royal palais à Phnôm-Penh le 7 mai 1909.

SISOWATH

Vu pour exécution :

Le Résident supérieur

LUCE

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 1 et 34 de l'ordonnance royale n° 5, du 24 janvier 1908, sont modifiés comme suit :

ART. 1. — Tout Cambodgien, annamite ou asiatique étranger résidant au Cambodge, possesseur d'un terrain, devra requérir l'immatriculation de ce terrain.

ART. 34. — L'immatriculation des parcelles tenues par un même occupant et situées dans un même khum, donnera lieu à la perception d'un droit dit de caché fixé à une piastre.

Fait en notre royal palais à Phnôm-Penh, le 13 mai 1909.

SISOWATH

Vu pour exécution :

Le Résident supérieur

LUCE

ANNEXE IV

Phnôm-Penh, le 8 décembre 1908.

M. Luce, Résident Supérieur au Cambodge, à Monsieur l'Administrateur Résident-Maire à Phnôm-Penh, et Messieurs les Résidents, chefs de circonscription au Cambodge.

MESSIEURS,

Des imprimés et des registres, nécessaires aux opérations préliminaires d'immatriculation des terrains mis en culture par les Cambodgiens, vous ont été adressés, en nombre suffisant, pour permettre de procéder à la mise en application de l'ordonnance du 24 janvier dernier, relative à la constitution de la propriété foncière cambodgienne. Une circulaire ministérielle, dont vous trouverez ci-après la teneur reproduite *in extenso* a précisé l'usage à faire des imprimés et des registres susdits, afin de faciliter la tâche aux autorités indigènes qui auront à assurer l'établissement de ces pièces. Je vous demanderai, en vue de prévenir toute divergence d'application, de tenir la main à la stricte observation par les Gouverneurs et les Mesrocs des instructions portées en la circulaire sus-visés.

Je retiendrai tout particulièrement, d'autre part, votre attention sur les dispositions qui s'y rapportent à la tenue, par les Gouverneurs de registres d'immatriculation. Afin

que ces derniers constituent, en réalité, le double des livres fonciers à tenir par vos soins, les Gouverneurs devront vous les soumettre trimestriellement, pour collationnement et visa ainsi que pour rectification et certification des mentions erronées qui s'y seraient glissées.

La propriété des parcelles une fois constatée, il vous appartiendra d'en délivrer aux parties intéressées des titres détachés des livres fonciers et d'aviser de cette délivrance les Gouverneurs des provinces de cette situation. Ces titres ne pourront être modifiés par ces fonctionnaires de leur propre initiative, même sur le vu des contrats qui leur seraient présentés. Ils devront se borner, après certification des conventions intervenues, à renvoyer les comparants devant vous, pour requérir l'inscription des modifications à en résulter sur les titres de propriété et les souches dont ces titres auront été détachés.

Des mentions, faites en conséquence de ces mutations, vous adresserez une copie aux Gouverneurs, qui devront en assurer la transcription littérale sur les registres de leurs sala khet.

Des livres et des répertoires, par village, vous seront envoyés, au fur et à mesure de leur livraison par l'Imprimerie du Protectorat, en temps utile, pour n'occasionner aucun retard dans la constitution des titres à remettre, par vos soins, aux propriétaires dont les droits auront été reconnus définitivement.

LUCE

CIRCULAIRE

*Du Ministre de la Marine à tous les Gouverneurs,
Balats, etc. et Mésrocs*

Vous recevrez de MM. les Résidents, chefs de vos circonscriptions, des imprimés et des registres pour la mise en application de l'ordonnance du 24 janvier 1908 sur la propriété foncière cambodgienne. Vous devrez en prendre le plus grand soin pour empêcher leur détérioration. L'importance de leur conservation ne vous échappera pas quand vous saurez qu'ils doivent servir à la délivrance, à tous les possesseurs fonciers cambodgiens, des titres de propriété qui, en faisant foi en justice, les mettront à l'abri de toute revendication non fondée.

Bien que les renvois qui figurent sur les pièces que vous aurez charge d'établir soient de nature à tenir présentes à notre esprit certaines dispositions essentielles de l'ordonnance sur la propriété, nous vous donnerons ci-après des instructions précises pour faciliter votre tâche.

Les imprimés de demandes d'immatriculation devront être déposés en nombre suffisant, par les soins des Gouverneurs, dans chaque village, entre les mains des mesrocs, pour être remis par eux à tout Cambodgien possesseur de terrain qui en fera la demande. Cette distribution devra se faire à titre absolument gratuit, sous peine de poursuites contre les délinquants, qui seront punis avec toute la rigueur de la loi.

Lors de la délivrance des imprimés d'immatriculation, les mésrocs recommanderont aux habitants d'en remplir les blancs suivant les indications qui s'y trouvent imprimées, en s'appliquant à y consigner, avec exactitude, les dimensions de leurs terrains, après mesurage fait avec soin en se servant du mètre français.

Des registres pour servir à l'enregistrement des demandes d'immatriculation ainsi que des tableaux affiches des immeubles, dont l'immatriculation sera poursuivie devront être remis par les gouverneurs aux mesrocs. Ceux-ci enregistreront dans les registres susdits, au fur et à mesure de leur réception, les demandes d'immatriculation qui leur auront été remises par les propriétaires et qui contiendront indication accomplie par ceux-ci des renseignements demandés par l'Administration. Ils devront porter, en outre, dans les différentes colonnes ouvertes à cet effet, toutes les mentions qui s'y trouvent indiquées, en veillant avec un soin tout particulier à y reporter, à leurs dates respectives, les affichages de ces demandes sur les tableaux des immeubles dont l'immatriculation sera poursuivie.

Ces tableaux d'affichage devront être établis par les mesrocs, conformément aux indications qui s'y trouvent imprimées, en séparant par des traits, à l'encre bien apparente, les renseignements portées à la connaissance du public, concernant chacun des terrains dont l'immatriculation sera demandée. Ils seront apposés dans la sala, ou à défaut dans la pagode de chaque village, afin que tout le monde puisse en prendre connaissance et que les intéressés

soient mis ainsi à même de produire leurs réclamations. Celles-ci pouvant être présentées valablement dans un délai de six mois, il est de première importance de veiller à ce que ces affiches soient placées bien à l'abri des intempéries et des lacérations. A cet effet, il est prescrit au mesrocs de s'occuper sans cesse de leur conservation pendant toute la durée de l'affichage réglementaire, c'est-à-dire pendant six mois à courir de la date où cet affichage aura été commencé.

A tout moment durant ces six mois, les intéressés pourront produire leurs oppositions et les mesrocs seront tenus de les recevoir par écrit et de consigner, sans retard dans les registres d'immatriculation précités, dans la colonne à ce destinée, l'indication du nom de l'opposant et des motifs sommaires de sa réclamation.

Au fur et à mesure de leur enregistrement, ces oppositions devront être soumises par les mésrocs au Conseil des notables pour examen et tentative de conciliation. Aux termes de l'article 10 de l'ordonnance sur la propriété, ce Conseil statue définitivement sur la description physique des terrains. Toutes ces décisions devront être portées par les mésrocs, les unes à la suite des autres, en les séparant par un trait à l'encre, sur les registres spéciaux d'examen en conciliation qui leur seront délivrés à cet effet par les gouverneurs.

Si les décisions rendues par le Conseil des notables ne sont pas définitives ou si leurs préliminaires de conciliation n'ont pu aboutir, un rapport en sera dressé et transmis par le mésroc au gouverneur de la province, qui saisira son *sala-khet* ou renverra l'affaire au chef de la circonscription,

selon que les parties en contestation seront ou non toutes deux cambodgiennes.

Si aucune contestation de propriété n'est soulevée concernant une demande affichée durant six mois, les mésrocs et le Conseil des notables en informeront le gouverneur de leurs provinces pour demander délivrance d'un titre de propriété. Ils se serviront, pour le faire, des imprimés spéciaux, établis à cet usage par l'Administration, et qui leur seront délivrés par l'intermédiaire des gouverneurs de leurs provinces.

Des registres d'immatriculation seront remis par les chefs de circonscription aux gouverneurs. Ceux-ci y rempliront, après avis de reconnaissance de propriété qui leur seront adressés par les résidents, toutes les mentions portées auxdits registres et se rapportant à chaque titre dont la délivrance aura été faite.

Ces registres constitueront le double de ceux tenus par les résidents. Ils seront délivrés aux gouverneurs, après numérotage de leurs feuillets, et devront être établis avec le plus grand soin, sans ratures ni surcharges. Si des erreurs d'énonciation s'y glissent, les gouverneurs ne pourront les rectifier eux-mêmes, ils seront tenus d'apporter leurs registres au chef-lieu de la circonscription où les rectifications utiles seront opérées par les résidents et certifiées par eux directement.

Les droits de propriété constatés dans les registres d'immatriculation, tenus par les gouverneurs, ne pourront être modifiés par ces fonctionnaires, de leur propre initiative, sur le vu des conventions qui pourraient leur être présentées. Ils renverront, après certification des contrats

intervenues, les comparants devant les résidents, pour requérir l'inscription des modifications à en résulter sur les titres de propriété et les souches dont ces titres auront été détachés. Ils recevront des résidents copie des mentions faites, en conséquence, sur les registres d'immatriculation tenus par leurs propres registres. Afin que ceux-ci soient bien, en réalité, le double de ceux déposés à la résidence, les gouverneurs devront, tous les trois mois, les soumettre aux chefs de circonscription pour collationnement et visa.

Fait à Phnôm-Penh, le 24 novembre 1908.

ANNEXE V

Le Gouverneur général de l'Indochine, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le décret du 21 avril 1891 ;

Vu les décrets des 6 mars et 20 septembre 1877, déterminant les pouvoirs des Gouverneurs pour régler les matières d'administration et de police et pour l'exécution des lois, décret et règlement promulgués dans la colonie ;

Sur la proposition du Lieutenant-Gouverneur de la Cochinchine, des Résidents supérieurs du Tonkin, de l'Annam, du Cambodge et du Laos et du Procureur général, chef du Service judiciaire de l'Indochine,

ARRÊTE :

Article premier. — Tout propriétaire d'exploitation agricole ou minière qui désirera introduire dans la colonie de la main-d'œuvre étrangère devra, au préalable, en obtenir l'autorisation des Lieutenant-Gouverneur ou Résidents supé-

rieurs. La demande indiquera la situation de l'exploitation, sa superficie, la nature des cultures entreprises et le nombre d'engagés que l'on désire introduire.

Art. 2. — Les contrats d'engagement seront passés dans le pays d'origine des engagés, dans les formes et sous les conditions prescrites par la réglementation de ce pays, par le propriétaire de l'exploitation agricole ou par son représentant, dûment autorisé, sous réserve des conventions internationales.

Art. 3. — Les contrats, établis en triple expédition, devront être inscrits dans la langue du pays et de l'engagé et accompagnés de leur traduction française.

Art. 4. — L'âge minimum auquel les travailleurs peuvent être recrutés est fixé à dix-huit ans. Les contrats à intervenir devront, entre autres stipulations, contenir les indications suivantes :

- 1° Les noms et prénoms des parties contractantes ;
- 2° La date et lieu de la passation du contrat ;
- 3° L'âge et le lieu de naissance de l'engagé ;
- 4° La nature du travail ;
- 5° Le lieu d'exécution de la durée du contrat ;
- 6° Le nombre des jours de repos ;
- 7° Le nombre des heures de travail par journée ainsi que la substitution éventuelle de la tâche à la journée, lorsque les circonstances les commanderont ;
- 8° Le mode de détermination et de paiement des salaires ;
- 9° Le droit au logement, à la nourriture et aux soins médicaux ;

10° Le montant des avances faites, s'il y a lieu, et leur mode de remboursement intégral ou avec remise partielle ;

11° Une clause relative au rapatriement.

Art. 5. — Les travailleurs ainsi recrutés pour être employés dans les exploitations agricoles ou minières seront exempts de l'impôt personnel, des prestations de toutes natures, des journées de travail, des gardes, veilles, etc., et généralement de toutes les charges dues à la colonie, à la province ou au village.

Art. 6. — Tout engagé a droit, gratuitement, à un logement salubre ; les locaux destinés au logement des engagés ne peuvent être mis en service qu'après autorisation du représentant de l'Administration donnée par écrit à l'employeur.

Tout engagé a droit à la nourriture, dont le prix est à la charge de l'employeur et indépendant du quantum du salaire.

La ration quotidienne des engagés, variable suivant leur nationalité, sera fixée d'un commun accord entre l'employeur et le représentant de l'Administration, en tenant compte des circonstances locales.

Art. 7. — L'eau potable, les soins médicaux et les médicaments seront fournis gratuitement aux engagés.

Les opérations chirurgicales seront faites par un médecin européen. En cas d'épidémie ou de maladie contagieuse grave l'exécution des mesures d'hygiène générale ou de prophylaxie qu'il y aura lieu de prendre sera confiée à un méde-

cin européen, et, à défaut, à un médecin indigène diplômé de l'École de Médecine d'Hanoï.

Art. 8. — Le Lieutenant-Gouverneur et le Résident supérieur du pays intéressé pourra, sur le rapport de l'administrateur de la province et après enquête médicale, déclarer impropre à la résidence et au travail des engagés toute région reconnue malsaine.

Art. 9. — Aucun engagé ne pourra, sans son consentement, être séparé de sa femme et de ses enfants en bas âge ou de tout autre membre de sa famille qui aurait été autorisé à résider avec lui.

En cas de séparation non consentie, le représentant de l'Administration pourra ordonner la réunion immédiate des membres d'une même famille.

Art. 10. — A leur débarquement dans la colonie les engagés destinés à la Cochinchine, au Cambodge, au Laos et au Sud-Annam seront reçus au dépôt de l'immigration et présentés au chef du Service de l'Immigration et de l'Identité. Celui-ci, après s'être assuré de la régularité des contrats souscrits en opérera la transcription, *in extenso*, sur un registre matricule (matricule générale) et les visera.

Aussitôt après, ces contrats seront présentés par l'engagement au bureau d'Enregistrement de Saïgon ; chacun d'eux sera enregistré au droit fixe de vingt cents (0 \$ 20) quel que soit le nombre d'engagés qu'il concerne.

L'une des expéditions du contrat sera adressée, par les soins du chef de Service de l'Immigration, à l'administrateur de la province dans laquelle ce contrat est appelé à

être exécuté. Ce fonctionnement fera opérer immédiatement la transcription intégrale dudit contrat sur le registre à ce destiné (matricule provinciale).

Pour les engagés à destination du Tonkin et de l'Annam septentrional et central, les fonctions confiées à Saïgon au chef du Service de l'Immigration seront assurées par le commissaire de police de Haïphong. L'enregistrement des contrats sera opéré au bureau d'Enregistrement de cette ville.

Art. 11. — Pendant leur séjour au dépôt de l'Immigration ou au commissariat de police à Haïphong les engagés seront nourris à la diligence de l'Administration et aux frais de leur employeur.

Art. 12. — A l'arrivée des engagés sur la propriété où ils doivent être employés, il sera remis à chacun d'eux, par les soins de l'administrateur intéressé et sur la déclaration de l'engagiste, une carte spéciale qui contiendra, avec sa signature ou son diem-chi, le nom du patron au service duquel il est entré, l'indication de sa résidence ainsi que celle du lieu de son dernier domicile.

Ces cartes seront délivrées après le paiement préalable par l'engagiste d'une somme d'une piastre pour chaque engagé. Elles seront renouvelées tous les ans, moyennant le paiement de la même redevance.

Aucun engagé ne pourra s'absenter du lieu de sa résidence ou, au moment de son débarquement, du dépôt de l'Immigration sans une autorisation écrite de son employeur ou de son représentant.

Art. 13. — Tout engagé est tenu de fournir dix heures de travail par jour, exception faite pour les jours de repos et les jours fériés stipulés dans son contrat.

Dans le cas où les circonstances mettraient l'employeur dans la nécessité de demander, à titre exceptionnel, à ses engagés des heures de travail supplémentaires, ces heures devront être payées moitié en plus du salaire ordinaire.

Toutefois, les engagés peuvent être astreints à une corvée gratuite de deux heures par semaine au maximum pour le nettoyage de leurs logements, dépendances et cours y attendant, qui devront constamment être tenus proprement et en bon état d'entretien.

Lorsque, dans un contrat, il est stipulé que l'engagé peut être mis à la tâche celle-ci pourra être imposée. Toutefois, s'il y a réclamation de la part de l'engagé, quant à la somme de travail exigée, le représentant de l'Administration devra intervenir pour fixer la tâche à accomplir.

Art. 14. — Les femmes ne pourront être employées à des travaux au-dessus de leur force. Elles auront droit à un mois de repos après accouchement.

Art. 15. — Il est établi quotidiennement par l'employeur une liste nominative dûment signée et arrêtée des engagés exemptés de service. Cette liste sera exemptée de la formalité du timbre.

Les malades exempts de travail seront placés dans une infirmerie isolée des logements, enclose d'une palissade et munie de latrines particulières.

Cette infirmerie devra être constamment approvisionnée

d'une quantité suffisante de médicaments européens les plus usuels.

Les malades gravement atteints et ceux dont l'affection présenterait un danger pour la santé publique seront, chaque fois qu'il n'y aura pas impossibilité absolue, évacués sur l'hôpital indigène de la province, aux frais de l'employeur.

Art. 16. — Tout engagé exempté de service perd droit au salaire pendant un temps égal de celui de l'exemption. Il est, en outre, redevable à l'employeur du prix des aliments qui lui ont été fournis pendant ce temps, suivant un tarif établi dans chaque province par le représentant de l'Administration. Ce tarif est remanié chaque fois que le cours des denrées rend cette opération nécessaire.

Toutefois, les engagés blessés dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de leurs fonctions ou parce qu'ils se trouvaient en service commandé conservent le droit au salaire et à la nourriture jusqu'à guérison complète ou incurabilité constatée par certificat médical.

Art. 17. — Si un engagé fait à l'hôpital un séjour de plus de trente jours dans une même année ou si son entrée dans cet établissement est une conséquence de sa propre immoralité ou de son inconduite ou s'il a perdu du temps en plaintes injustifiées, le représentant de l'Administration, à la demande de l'employeur et après vérifications des faits, fera mention sur le contrat et la matricule provinciale du temps ainsi perdu, lequel ne sera pas compté dans la durée du contrat. Copie de ces mentions sera adressée, à toutes fins utiles, au chef

du service de l'Immigration à Saïgon ou au commissaire de police à Haïphong.

Art. 18. — Tout engagé qui, au cours de son contrat, sera reconnu, par certificat médical, physiquement incapable d'exécuter ledit contrat, devra être rapatrié aux frais de son employeur. Le certificat médical sera exempté de la formalité du timbre.

Art. 19. — L'employeur devra assurer une sépulture convenable à tout engagé mort à son service. Au cas où la mort surviendrait dans un hôpital, les frais d'inhumation seraient à la charge de l'employeur, même si l'engagé n'avait été hospitalisé que postérieurement à la résiliation du contrat, mais y décédait d'une maladie contractée en service, à condition, toutefois, qu'il ne se soit pas écoulé un délai de plus de six mois depuis la résiliation du contrat.

Art. 20. — Dans le cas où l'employeur ouvrirait ou ferait ouvrir, sur sa plantation, un magasin, le prix des marchandises devra être affiché en plusieurs langues à l'intérieur et à l'extérieur de ce magasin.

Art. 21. — Aucun chef d'équipe ne pourra se livrer à un commerce quelconque avec les engagés employés dans la même exploitation que lui ou par le même employeur.

Art. 22. — Les salaires seront payés mensuellement et dans un délai de dix jours après l'expiration du mois précédent.

Art. 23. — Le paiement des salaires sera fait directement aux engagés par l'employeur ou son représentant européen et non par l'intermédiaire de surveillance asiatique. En cas

d'infraction à cette règle, si l'engagé conteste le paiement, celui-ci sera présumé non effectué sauf preuve contraire incombant à l'engagiste.

Art. 24. — Pour le décompte des salaires, tout mois est considéré comme étant composé de trente jours.

Les journées d'exemption de travail et d'absence à déduire seront comptées pour nombre réel et jusqu'à concurrence de trente jours seulement par mois.

Si toutes les journées de février étaient à déduire elles le seraient également pour trente jours.

Le nombre des journées donnant droit au salaire est multiplié par le salaire mensuel prévu au contrat et divisé par trente.

Art. 25. — Des avances, avec ou sans remise, peuvent être faites aux engagés avant leur entrée en service ou au cours de leur engagement. En aucun cas elles ne peuvent être supérieures à cinq mois de salaire. Elles sont inscrites comme avances :

1° La valeur de la nourriture fournie à l'engagé pendant les exemptions de service;

2° Les amendes payées par l'employeur pour le compte de l'engagé.

Le montant de ces avances sera remboursé à l'employeur par des retenues mensuelles successives et ininterrompues. En aucun cas les retenues mensuelles pour le remboursement des avances ne pourront excéder le tiers du salaire acquis par l'engagé.

Art. 26. — Tout contrat peut être résilié :

1° Par consentement mutuel des parties, revêtu du visa de l'administrateur de la province où est située l'exploitation agricole ou minière ;

2° Pour incapacité physique de l'engagé constatée par un médecin européen ;

3° Après un mois de disparition déclarée de l'engagé sans préjudice des poursuites judiciaires que l'employeur pourrait avoir à exercer ;

4° Par l'une des parties lorsque l'autre est dans l'impossibilité d'en exécuter les clauses ;

5° Par l'engagé, après une année de service, en donnant trois mois de préavis et en remboursant toutes les avances dues plus 50 piastres d'indemnité ;

6° Par l'employeur, à la suite de la condamnation d'un engagé, soit pour délit de droit commun, soit pour infraction aux dispositions du présent arrêté ;

7° Par l'une ou l'autre des parties pour toute autre cause légalement valable.

Art. 27. — Tout contrat d'engagement sera annulé de plein droit à l'égard d'un engagé expulsé par les autorités administrative ou judiciaire ou frappé de la peine de l'interdiction de séjour dans les lieux où il devait servir.

Art. 28. — Lorsqu'un employeur ou ses agents auront été condamnés pour mauvais traitements répétés envers un engagé, le tribunal pourra, à la première récidive, prononcer la résiliation de l'annulation dudit contrat sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront être accordés à l'engagé.

Art. 29. — Aucun transfert de contrat ne pourra être fait

qu'avec le consentement de l'engagé et l'autorisation du représentant de l'Administration. Dans le cas où ce dernier refuserait l'autorisation demandée, appel de sa décision serait porté devant le Lieutenant-Gouverneur ou le Résident supérieur.

Art. 30. — Il est interdit à tout employeur de prendre à son service des engagés dont le contrat avec un autre employeur n'est pas encore expiré.

En cas d'infraction à cette règle le dernier contrat intervenu doit être considéré de plein droit comme nul et sans valeur, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 46, § 9 ci-après.

Art. 31. — Si au moment de l'expiration de son contrat un engagé reste redevable envers son employeur, soit d'une portion des avances à lui faites et non remboursées, soit d'une période de service complémentaire à laquelle il aurait été astreint, son contrat sera prorogé de plein droit dans les mêmes conditions jusqu'à libération complète. Toutefois, cette prolongation de travail ne pourra pas excéder deux ans.

Art. 32. — Tout contrat d'engagement arrivant à expiration pourra être renouvelé, en cas d'accord des parties, trois mois avant la date de son expiration.

Tout engagé dûment libéré pourra entrer au service d'un nouvel employeur. Dans ce cas les avantages qui seront accordés à l'engagé par son nouveau patron ne pourront être inférieurs à ceux qui étaient stipulés dans son premier contrat. De ce fait le premier employeur se trouvera libéré de toute obligation envers son ancien engagé.

Les contrats ainsi passés en Indochine y seront soumis aux mêmes formalités que les contrats passés à l'extérieur.

Art. 33. — Dans tous les cas d'annulation, de résiliation ou d'expiration de contrat, l'employeur devra remettre à l'engagé un certificat de libération constatant qu'il le quitte libre de tout engagement.

Ce certificat devra contenir le nom et la signature de l'employeur, le nom et l'âge de l'engagé, son signalement, sa profession, le lieu où il a servi, la durée et la date du contrat, la date de la libération.

Mention de toute annulation, résiliation ou expiration est faite en marge des trois expéditions du contrat ainsi qu'aux matricules générale et provinciale.

Art. 34. — Chaque engagé est titulaire d'un livret dont le modèle sera fixé par arrêté du Gouverneur général.

Seront inscrits sur ce livret tous les renseignements de nature à influer sur la situation financière de l'engagé ou sur la durée de son contrat, tels que : exemptions de service, absences autorisées ou irrégulières, retenues de salaire, etc., y sont également relatés, au fur et à mesure qu'ils sont effectués, les paiements de toute sorte faits à l'engagé ou pour son compte, ainsi que le montant du salaire acquis à chaque paiement.

Art. 35. — Le livret est tenu par l'employeur et conservé par lui. Il doit en donner communication à l'engagé quand celui-ci en fait la demande, sans toutefois que l'engagé puisse exercer ce droit plus d'une fois par mois.

A chaque fin d'année, le livret est arrêté par l'employeur et le solde nouveau est reporté au feuillet suivant.

En fin du contrat, le livret est arrêté de la même manière, le solde en est reporté dans la colonne débit pour balance et le paiement en est effectué en la forme ordinaire. Si l'engagé élève une réclamation à l'exactitude de son compte, les imputations du livret seront alors vérifiées par le représentant de l'Administration, au moyen de la matricule en sa possession ainsi que des feuilles de paiement et des listes journalières d'exemptés de service, dont il pourra exiger la production par l'employeur.

La comptabilité du livret ayant été reconnue exacte il sera passé outre aux réclamations de l'engagé et le représentant de l'Administration mentionnera, dans son visa, la vérification à laquelle il aura procédé.

Si, au contraire, des erreurs sont relevées, l'employeur devra rectifier le livret conformément aux indications des pièces indiquées ci-dessus, comme devant fournir les moyens de vérification.

Dans le cas où le représentant de l'Administration ne pourrait mettre les parties d'accord, celles-ci auraient à se pourvoir devant la juridiction compétente.

Art. 36. — Il est expressément interdit à l'employeur d'inscrire au livret aucune appréciation, favorable ou défavorable à l'engagé qui en est titulaire, à peine de réfection dudit livret.

Art. 37. — Le livret d'un engagé dont le contrat est expiré, résilié ou annulé, est remis à cet engagé au moment de son

départ en même temps que le certificat de libération dont il est parlé à l'article 33 ci-dessus.

Art. 38. — Tout employeur est obligé de tenir un registre indiquant pour chacun de ses engagés le nom, l'âge et le lieu de naissance, la date et la durée du contrat, le salaire convenu, les avances reçues (avec ou sans remises), les gages mensuels, les remboursements mensuels, les absences du mois et leur cause, le solde débiteur et créateur à la fin de chaque mois.

Art. 39. — Tous les six mois un extrait de ce registre, en double expédition, sera envoyé au représentant de l'Administration. Cet extrait indiquera la nationalité et le nombre des engagés employés au début et à la fin de la période sur laquelle il porte le nombre des engagés qui ont déserté, le nombre des engagés condamnés pendant cette même période, ainsi que le nombre des engagés morts, avec l'indication des causes qui ont déterminé leur décès.

L'une des expéditions de cet extrait sera adressée au chef du Service de l'Immigration à Saïgon ou au commissaire de police à Haïphong.

Art. 40. — Le représentant de l'Administration doit s'assurer, au moins une fois chaque année, que les règles édictées par le présent arrêté sont bien appliquées dans sa circonscription. Il peut, en outre, procéder à des visites de surveillance chaque fois qu'il le juge convenable, après en avoir avisé, verbalement ou par écrit, l'employeur ou son représentant européen. A cet effet, il a le droit de pénétrer et de visiter partout où les engagés ont eux-mêmes accès, sauf dans les

locaux spécialement affectés au logement de l'employeur et de son représentant.

Il a également le droit d'interroger les engagés et de se faire présenter les contrats, les livrets, les listes quotidiennes d'exemption, les feuilles de paie, en un mot, toutes les pièces où il est possible de puiser des renseignements intéressant les engagés à un degré quelconque.

Art. 41. — Tout engagé a le droit de porter ses réclamations devant le représentant de l'Administration. Le cas échéant il doit notifier son intention à son employeur, celui-ci ou son représentant devra, dans les quarante-huit heures ou tout au moins à la première occasion, aviser le représentant de l'Administration, qui fera une enquête et, au besoin, visitera en personne l'exploitation et pourra, s'il le juge nécessaire, convoquer toute personne au service de l'employeur qu'il croira devoir interroger pour les besoins de son enquête.

Si la réclamation est fondée, le représentant de l'Administration, selon les cas, prendra toutes les mesures rentrant dans la limite de ses attributions et transmettra la réclamation au magistrat compétent.

Art. 42. — L'employeur devra aussi immédiatement envoyer au tribunal du ressort tout engagé qui aura une plainte à formuler.

Si après information la plainte est reconnue mensongère et non fondée, le tribunal pourra, sans préjudice des autres sanctions légales, accorder à l'employeur des dommages et intérêts jusqu'à concurrence de 10 piastres.

Sur le vu de l'extrait du jugement qui lui sera remis par l'employeur, le représentant de l'Administration portera la somme allouée au débit de l'engagé.

Tous les frais de justice entraînés par les réclamations et plaintes de l'engagé devront être avancés par l'employeur, mais ils seront portés au débit du compte de l'engagé, à moins, toutefois, de disposition contraire du jugement

Tout employeur qui a une plainte à porter contre un engagé pourra, soit personnellement, soit par mandataire, le faire conduire sans délai devant le magistrat le plus voisin.

Art. 43. — A la libération d'un engagé condamné à la prison le gardien chef remettra ledit engagé à la disposition de son employeur, après avoir prévenu celui-ci un mois à l'avance de la date de la libération.

Au cas où l'employeur ne se présenterait pas à la prison pour prendre livraison dudit engagé, celui-ci sera remis à l'autorité administrative qui le fera conduire à l'employeur aux frais de ce dernier.

PÉNALITÉS

Art. 44. — Les infractions au présent arrêté seront déferées aux tribunaux ordinaires.

Art. 45. — Les infractions énumérées ci-après seront punies d'une amende de 1 franc à 100 francs et d'un emprisonnement de un jour à quinze jours ou de l'une de ces deux peines seulement :

1^o Réclamation non fondée de l'engagé ou de l'engagiste

ne tombant pas sous l'application de l'article 373 du Code pénal. Omission, sans excuse valable, par l'engagiste ou son représentant de faciliter à un engagé, ainsi qu'il est dit aux articles 41 et 42, le dépôt d'une réclamation ou plainte ; refus de délivrer un des documents intéressant la situation des engagés, dont communication est réclamée par l'autorité compétente : refus de se conformer aux règlements ou aux instructions de l'autorité administrative ;

2° Résidence ou travail imposé à des engagés dans un endroit qui aura été déclaré malsain ;

3° Désertion sans cause valable (sera considérée comme désertion une absence de plus de cinq jours consécutifs du lieu de l'exploitation) ; lorsque la désertion sera susceptible de causer un préjudice sérieux à l'employeur ou occasionnera un retard ou un arrêt du travail ou une gêne pour le public, la peine ci-dessus pourra être portée au double et l'emprisonnement sera toujours infligé ;

4° Infliction volontaire par l'engagé à sa personne d'infirmités ou blessures entraînant une incapacité de travail ;

5° Refus, sans excuse valable, d'obéir à un ordre légitime de l'engagiste ou de ses représentants ; détérioration volontaire de meubles ou immeubles ; défaut de surveillance par l'engagé des meubles ou immeubles dont il a la garde ;

6° Détention des rations fournies aux engagés aux termes de leur contrat ;

7° Obtention d'un emploi à l'aide de fausses déclarations au sujet de la moralité, de l'habileté ou des qualités profes-

sionnelles sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 405 du Code pénal ;

8° Recrutement d'engagés déjà liés par contrat à un autre employeur ;

9° Sciemment corrompre, détourner de son travail, prendre ou garder à son service ou cacher un engagé lié par contrat à un employeur. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement devra toujours être infligée. En outre, si l'engagé a reçu des avances le délinquant devra payer à l'employeur, à titre de dommages et intérêts, le double des avances reçues par l'engagé ;

10° Délivrance de faux certificat relatif à la moralité, l'habileté et les qualités professionnelles de l'engagé sans préjudice de l'application de l'article 162 du Code pénal ;

11° Contrats d'engagements fictifs établis à la suite d'accord frauduleux par l'engagiste ou sur sa demande ; trafic de ces engagements en dehors de l'impôt effectif et permanent de la main-d'œuvre engagée. La nullité de l'engagement ainsi contractée devra toujours être prononcée ;

12° Excitation ou détermination des engagés à l'aide de violence, de voies de fait, de menaces, de manœuvres frauduleuses, de dons ou promesses, à abandonner, pendant le cours de leur contrat, l'exploitation à laquelle ils sont attachés sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions du Code pénal ;

13° Toute collusion ou entente entre des engagés tendant à produire une cessation concertée du travail ou l'abandon de

l'exploitation sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application de l'article 415 du Code pénal ;

14° Tout obstacle ou résistance opposée par un engagiste, par ses représentants ou par ses employés aux visites et vérifications prévues par le présent arrêté sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, des dispositions du Code pénal ;

15° Tout engagiste qui n'aura pas tenu le registre de paiement prévu à l'article 38 après expiration du délai accordé pour l'établissement de ce registre.

Art. 46. — Les infractions énumérées ci-après seront punies d'un emprisonnement de un jour à cinq jours et d'une amende de 1 franc à 5 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

1. Refus ou omission de soumettre au visa du chef du Service de l'Immigration ou de l'administrateur de la province intéressée les contrats d'engagement ;

2. Refus par l'engagé de présenter à toute réquisition de l'autorité sa carte d'identité ;

3. Refus ou omission par l'engagé, qui en a reçu l'ordre d'un fonctionnaire à ce qualifié, de se rendre à la visite ou au dépôt de l'Immigration, ainsi que sortie sans autorisation de ce dépôt ;

4. Refus ou omission de se rendre à l'hôpital ; sortie de cet établissement sans autorisation régulière ;

5. Refus ou omission, sans excuse valable, de commencer son travail ;

6. Absence illégale d'une durée de plus de quarante-huit heures ;

7° Vente ou échange des rations fournies par l'employeur aux termes du contrat ;

8° Absence injustifiée du travail ;

9° Contraint de l'engagé par son engagiste à une durée de travail supérieure à celle fixée par l'article 13 du présent arrêté ;

10° Omission par l'engagiste de signaler à l'Administration les contrats arrivés à leur terme égal ;

11° Retenue faite sur le salaire de l'engagé sans motif valable.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 47. — Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux pénalités prévues par le présent arrêté.

Art. 48. — Les dépenses faites par l'Administration pour l'arrestation, le transport et l'entretien d'un engagé, prévenu d'infraction aux dispositions du présent arrêté, en cas de condamnation de même qu'en cas d'acquittement, seront remboursées par l'employeur et sauf son recours contre l'engagé condamné.

Art. 49. — Des arrêtés des chefs des Administrations locales après avis du Conseil privé ou de Protectorat, pourront régler le mode d'exécution du présent arrêté sans qu'en aucun cas il puisse être dérogé aux dispositions qui précèdent.

Art. 50. — Le Lieutenant-Gouverneur de la Cochinchine,

les Résidents supérieurs en Annam, au Tonkin, au Cambodge et au Laos et le Procureur général, chef du Service judiciaire de l'Indochine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saïgon, le 14 août 1909.

KLOBUKOWSKI.

Par le Gouverneur général :

*Le Lieutenant-Gouverneur
de la Cochinchine,*
GOURBEIL.

*Le Résident supérieur
en Annam,*
GROLEAU.

*Le Résident supérieur
au Cambodge,*
LUCE.

*Le Résident supérieur
au Laos,*
MAHÉ.

*Le Résident supérieur p. i.
au Tonkin,*
DE MIRIBEL.

*Le Procureur général, chef du
Service judiciaire de l'Indochine,*
MICHEL.

Vu : le Président de la thèse,

A. LESEUR

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L'Inspecteur d'Académie

FONTENÉ

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin économique de l'Indochine, ancienne et nouvelle série.

Bulletin administratif du Cambodge.

Annuaire du Cambodge.

KLOBUKOWSKI. — Discours du 27 novembre 1909. Saïgon, 1909

NICOLAS. — *Notices sur l'Indochine*. Challamel, 1900.

IMBART DE LA TOUR. — *Le Régime de la Propriété aux Colonies*.

DORVAULT — *Le Régime de la Main-d'Œuvre aux Colonies*.

LECOMTE. — *L'Agriculture aux Colonies*.

GUY (Camille). — *La Mise en Valeur de notre Domaine colonial*. Challamel, 1900.

AYMONIER. — *Le Cambodge*.

BOUINAI et PAULUS. — *Le Royaume du Cambodge*. Berger-Levrault, 1884.

CAILLAUD. — *Le Cambodge (Mois colonial et maritime, n° 7, imprimerie la Meuse)*.

BAUDOIN. — *La Circonscription résidentielle de Kompong-Cham*. Saïgon, 1907.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7

EXAMEN DES PRINCIPAUX FACTEURS DE LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE DU CAMBODGE

CHAPITRE PREMIER. — Phénomènes naturels	7
Situation géographique du Cambodge	7
Configuration du sol : montagnes, fleuves, mers...	8
Crues et décrues du Mékong : leur importance éco- nomique au Cambodge	10
Les marées	14
Climat : régime des vents, saisons et pluies	15
CHAPITRE II. — Les habitants : races, caractères	17
Les Cambodgiens, leurs origines, leur rôle écono- mique	17
Les Chinois	20
Les Annamites	21
Les Siamois, Malais et Indiens	21

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DES PRODUCTIONS NATURELLES DU CAMBODGE

CHAPITRE PREMIER. — La pêche	23
Importance de la pêche, ses procédés	24

Mouvement économique qu'elle provoque.....	27
Différentes espèces de poissons.....	27
Police et réglementation de la pêche.....	30
La pêche maritime.....	32
CHAPITRE II. — Les productions agricoles, alimentaires	
et végétales	34
Étude sommaire des terrains.....	34
Le riz, diverses espèces, procédés de culture.....	37
Le maïs.....	46
Les plantes légumineuses, tubercules, racines, rhi- zomes	46
Les fruits.....	48
Les épices et condiments : poivre, son importante, cannelle, cardamonne, tabac, café, cacao, sucre, thé.....	48
Plantes filamenteuses et textiles.....	54
Le coton.....	54
Son importance économique.....	55
Sa culture, aperçu des procédés industriels...	56
Jute et ortie de Chine.	58
Mûrier	59
Plantes oléagineuses et tinctoriales	62
Arachide et sésame.....	66
Indigo.....	62
CHAPITRE IV. — Les forêts.....	
Situation, dimension.	64
Aperçu des diverses essences.....	65
Direction de l'Agriculture, des Forêts et du Com- merce	67
CHAPITRE III. — Les animaux.....	
Animaux domestiques.....	69
Bétail : bœufs, buffles, vaches, chèvres.....	70
Chevaux.....	70
Éléphants	72

Animaux sauvages.....	73
Gibier.....	73
CHAPITRE IV. — Les minerais.....	74
Minerais de fer.....	74
Pierre à chaux	76
Grès.....	76
Granits.....	76

DEUXIÈME PARTIE

L'INDUSTRIE

Égrenage des cotons. — Nationalité des Industriels.	
— Scieries	79
Travail et façonnage du bois.....	80
Vannerie, sparterie, nattes, matelas	82
Décortication du riz	83
Distilleries.....	85
Industrie de la soie ; son importance, ses procédés.	85
Teintureries.....	88
Chaufourneries, briqueteries, fonderies.....	88
Industries des sous-produits de la pêche : huiles et graisses de poissons.....	88
Préparation des peaux et cornes. — Conserves ali- mentaires.....	89
Orfèvrerie et ciselage sur métaux.....	89

TROISIÈME PARTIE

ROLE ÉCONOMIQUE DES HABITANTS SUIVANT LEURS RACES

Effacement économique des Cambodgiens : leur outillage.....	91
Régime de la propriété.....	94
Main-d'œuvre : contrat d'engagement.....	98
Accaparement du marché par les Asiatiques (immi- gration chinoise).....	102

QUATRIÈME PARTIE

ŒUVRE DU GOUVERNEMENT ET DU PROTECTORAT

CHAPITRE PREMIER. — La lutte pour la prédominance économique des indigènes.....	105
Immatriculation, laissez-passer, passeports des Asiatiques.....	106
Création de directions techniques et d'encouragement.....	107
Protection des biens, de la pêche, des cultures, des forêts et des animaux.....	108
Réglementation des mines	110
Chambre de Commerce.....	111
CHAPITRE II.....	112
§ 1. — Voies de communication.....	112
Amélioration et création des routes et canaux....	116
§ 2. — Budget.....	119
Budget résidentiel, son importance au point de vue du développement économique du pays, admission des Cambodgiens aux conseils de résidence.....	119
Budget local.....	120
Budget général (régime douanier).....	120
§ 3. — Mouvement commercial de la Colonie du Cambodge	122
Ressources des individus.....	123
Colonisation paralysée par le régime monétaire... ..	123
Crédit : Banques.....	124
Banque indochinoise.....	126
CONCLUSIONS.....	127
ANNEXES.....	130
BIBLIOGRAPHIE	168

